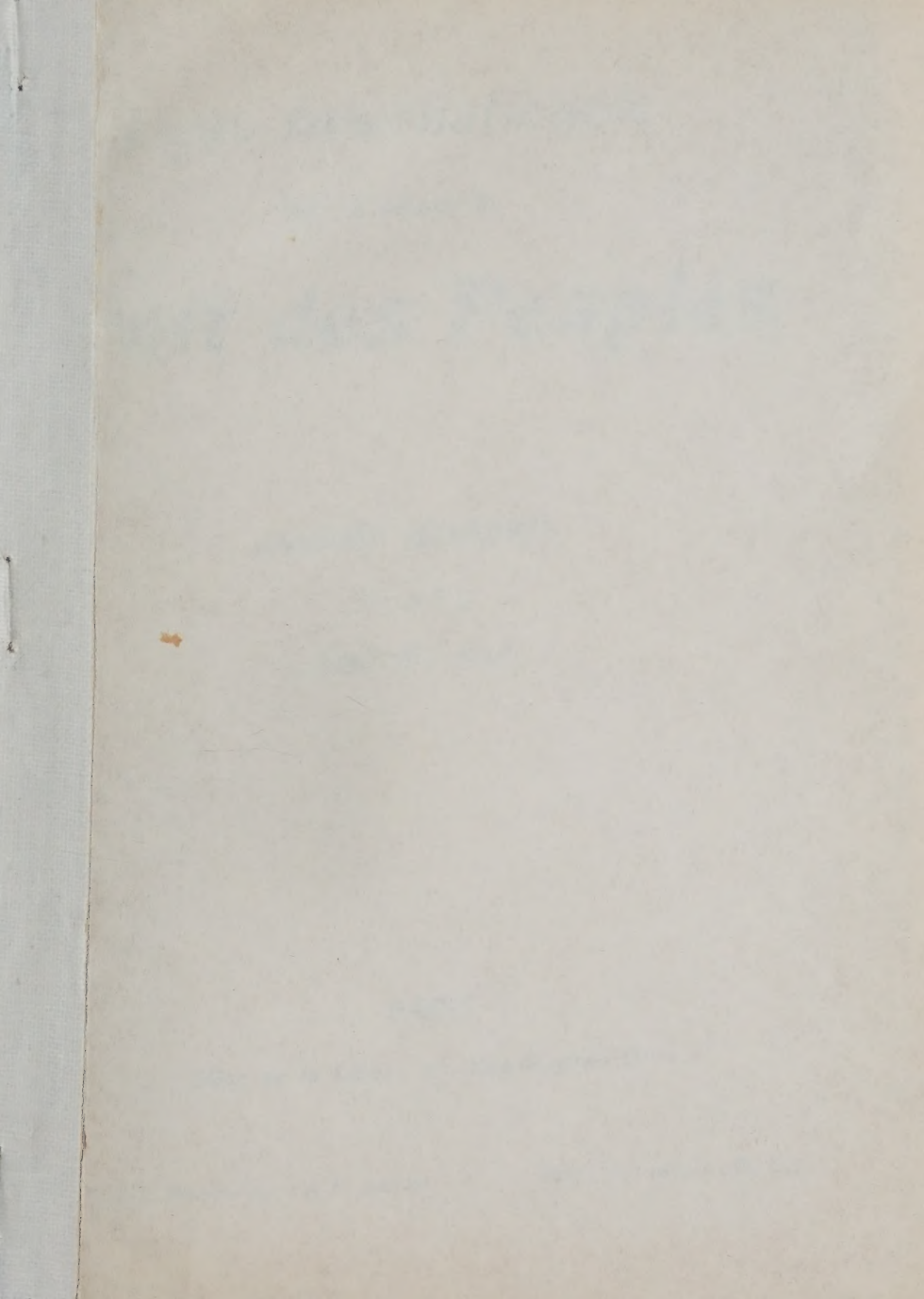
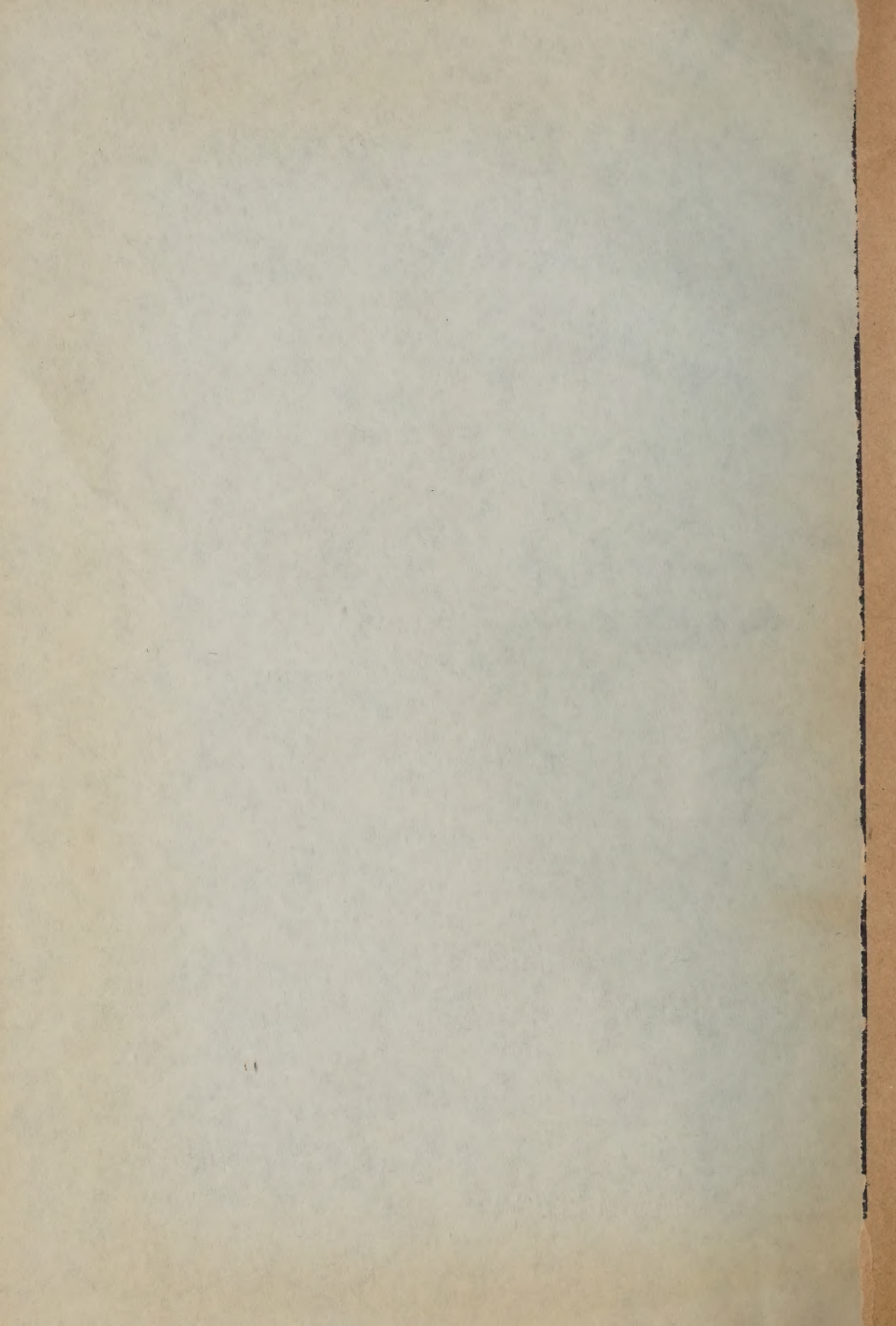


320.5
LI
v.1
no. 6-7
Index

LIGUE INTERNATIONALE
POUR LA DÉFENSE DU
DROIT DES PEUPLES.







Ligue Internationale

pour la défense du

Droit des Peuples

CAHIERS MENSUELS

N^{os} 6 & 7

Avril-Mai 1913

PARIS

Siège de la Ligue : 21, Rue Visconti (VI^e)

Cotisation-Abonnement : 10 fr. par an.

Prix de ce cahier : Un franc.

COMITÉ DIRECTEUR
DE LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE
DU DROIT DES PEUPLES

Président : M. Ernest DENIS, professeur à la Sorbonne.

Vice-Présidents : MM. Paul DESJARDINS, Charles GIDE,
Émile VANDERVELDE.

Secrétaire général : M. Jules RAIS.

Secrétaire adjoint : M. Léon DUNOYER.

Trésorier : M. J. POLAKO.

Rédacteur en chef des Cahiers : M. Pierre BERNUS.

Membres : MM. Th. BECK, Edmond BERNUS, Rodolphe
BRODA, Jean-Jacques CASPAR, Félicien CHALLAYE,
Robert DELL, G. GOUJON, M. LAILLER, Paul-Hyacinthe
LOYSON, Austin MEADE, Hubert PERNOT, RAVERAT,
Paul VERRIER.

Siège social de la Ligue :

21, Rue Visconti, PARIS (VI^e)

320,5
LT
N° 6-7
Index

A PROPOS

D'UN

Programme Pangermanique

Le malaise général qui pèse si lourdement sur l'Europe provient en grande partie de l'attitude de l'Allemagne. Nous ne croyons pas exagérer en disant que la pensée politique allemande est le grand obstacle actuel au progrès de l'idée du droit, telle que notre Ligue la conçoit.

Nous écoutons les échos qui nous viennent d'Outre-Rhin ; nous sommes à l'affût de ce qui se publie à Berlin. Mais ce n'est pas parce que nous attendons que la science allemande, ni son art, ni sa poésie, viennent féconder le travail intellectuel général. Pas de joyeuse attente d'une pensée nouvelle ; mais inquiétude sourde de ce qui se prépare dans le monde germanique. Car nous voyons les tendances du pangermanisme ⁽¹⁾ pénétrer de plus en plus les masses allemandes. Ces tendances, issues d'un nationalisme outré, sont avant tout représentées par un parti cristallisé dans l'« Alldeutscher Verband ». Mais on se tromperait lourdement, si l'on ne

(1) "Alldeutschtum". Peu importe le nom qu'on donne à ces aspirations et à ce parti ; celui d'« impérialisme allemand » est un des plus employés chez nous.

Rift 1m55

jugeait de son importance que par le nombre des adhérents officiels à cette ligue. Celle-ci n'est qu'une sorte d'avant-garde, visible et bruyante. Derrière elle, il y a toute une armée. Peu à peu le pangermanisme est devenu un état d'esprit qui a fini par agir sur la mentalité allemande en général. A part les exceptions, que nous reconnaissons, on trouve un peu partout toutes les nuances de ce nationalisme, le plus singulièrement étroit qui ait jamais existé. A des degrés divers, la bourgeoisie allemande en est actuellement imbuë. « Deutschland über Alles, über Alles in der Welt », tel est le résumé de cette nouvelle religion. (1) En effet, être patriote dans ce sens, c'est mettre l'intérêt matériel (car le pangermanisme est absolument matériel dans ses conséquences) de l'Allemagne au-dessus de tout : de la morale, de la science, de l'humanité, du droit. La politique allemande baigne entièrement dans ces eaux troubles. Il n'y a qu'à s'en rapporter à tant de débats du Reichstag et du Landtag prussien, à ce monument de contre-équité qu'est la loi d'expropriation de 1908, aux articles des principaux journaux.

Il vaut la peine d'examiner le programme de ceux qui constituent l'avant-garde de ce mouvement. Il est exposé tout au long par M. Hasse, qui a fait paraître en 1907 son premier volume de « Deutsche Politik ». Voici, en résumé, ce que désire cet écrivain, et avec lui tout

(1) Notre devise, celle que veut notre instinct, qu'exige notre raison, parce qu'elle est créatrice de culture, est : Le peuple [le peuple allemand] au-dessus de tout ! Le peuple est au-dessus de l'humanité. Pour l'Allemand, l'Allemagne est au-dessus de tout dans le monde !! [Klaus Wagner, cité par Hasse : I, 4, p. 129].

l' « Alldeutscher Verband », ainsi que de nombreuses brochures de cette ligue en font foi.

L'Allemagne doit devenir un État national, c'est-à-dire un État purement allemand, et cela par une assimilation complète ou un départ des allogènes. Pour arriver à ce but, il ne sera pas nécessaire d'employer la force ; des moyens détournés suffiront. D'abord, les Allemands seuls, c'est-à-dire ceux qui le sont de cœur et de langue, jouiront des droits complets de citoyens, seront « Vollbürger ». Quant aux Polonais, aux Alsaciens-Lorrains et aux Slesvigois rétifs, ils constitueront une classe spéciale, qui (ceci est de nous) rappellera les Ilotes de Laconie. Ils seront exemptés du service militaire, mais auront à payer un impôt de remplacement. (1) Il va sans dire que toutes les dépenses de l'État ne doivent, autant que possible, profiter qu'aux seuls Allemands. On encouragera l'émigration des Polonais en Amérique, car le sol doit appartenir aux Allemands. Dans les mines et dans toutes les industries soumises à l'influence du gouvernement, lorsque les conditions du travail le permettront, on se débarrassera d'abord des ouvriers polonais : (2) une colonisation germanique intense remplacera bientôt les habitants qui n'accepteraient pas la germanisation. Pour plus de sûreté, les régions-frontières dangereuses, c'est-à-dire le Slesvig du Nord, les provinces polonaises et la plus grande partie de la Lorraine seraient transformées en " glacis " et constitueraient des " marches " administrées par les autorités militaires. On y

(1) Hasse : Deutsche Politik. I, 1, p. 54.

(2) Id. 1, p. 128.

établirait un grand nombre de sous-officiers comme colons. Aucun étranger ne serait autorisé à habiter dans les limites de ces confins militaires. (1) Les ressortissants d'autres nations auraient le droit de s'établir dans le reste de l'Allemagne, mais sous aucun prétexte ils ne pourraient y acquérir une parcelle de propriété foncière. (2) Plus tard, l'Alsace pourrait sans doute être annexée au grand-duché de Bade, et la Lorraine à la Prusse. (3) Voilà pour l'Allemagne actuelle.

Mais l'Empire doit trouver une expansion naturelle au-dehors par des agrandissements territoriaux. Tous les petits états-tampons, incapables d'une vie réelle à cause de leur exigüité, peuvent être considérés comme terres de colonisation germanique. (4) Mais, d'une manière générale, c'est sur toutes ses frontières que l'Empire allemand doit s'arrondir.

A l'Ouest d'abord, il y a à réparer les fautes de la modération du traité de Francfort. Le territoire de Belfort et le pays de Montbéliard (pour des raisons historiques et stratégiques), ainsi que tous les champs de bataille autour de Metz (pour des raisons de sentiment) doivent être annexés. Longwy, qui pousse une pointe française vers le Luxembourg, doit également revenir à l'Allemagne. La Flandre française (avec Lille et Dunkerque) devrait passer à la Belgique, qui céderait par contre Arlon et son territoire au Luxembourg,

(1) Id. 1, p. 145 et suivantes.

(2) Id. 1, p. 174.

(3) Id. 3, p. 65.

(4) Id. 3, p. 12-13.

c'est-à-dire à l'Allemagne, car le Luxembourg et le Limbourg deviendraient allemands. (1) Une partie de la Franche-Comté reviendra aussi au grand empire germanique ; cela est évident, « si (ici il nous faut citer textuellement, cela en vaut la peine) on se place au point de vue certainement équitable, que la région intermédiaire entre la France et l'Allemagne (c'est-à-dire l'ancien royaume d'Arles, la Bourgogne, la Lorraine et les Pays-Bas) ne peut en aucune façon appartenir entièrement à la France, mais doit au moins en partie revenir à l'Allemagne ». (2)

La Hollande jouira d'une large autonomie, mais trop faible pour subsister comme État absolument indépendant, elle deviendra un protectorat germanique, abandonnant son armée, la direction des affaires étrangères ainsi que la garde de ses colonies à son protecteur. (3)

A l'Est, il faut empêcher tout essai de reconstitution d'un État polonais dans l'ancien Royaume. Au cas où la Russie ne voudrait ou ne pourrait pas empêcher cette résurrection dangereuse, le devoir de l'Allemagne serait de s'emparer de toute la Pologne russe. Mais il vaudrait mieux s'entendre paisiblement avec la Russie, à qui on abandonnerait la partie purement polonaise de la Galicie. Par contre, la Prusse rentrerait en possession des territoires polonais (y compris Varsovie) qu'elle a occupés jadis. La Finlande, la Livonie, l'Esthonie, la Courlande,

(1) Id. 3, p. 52-53.

(2) Id. 3, p. 57.

(3) Id. 3, p. 58.

la Lithuanie et l'Ukraine deviendraient autonomes, mais assureraient une large part à la culture allemande. (1)

Comme dédommagement, on permettrait à l'Autriche de s'étendre jusqu'à Salonique et à la Russie de dominer dans l'Asie Orientale.

Reste le Sud, c'est-à-dire les pays autrichiens, considérés par excellence comme " terres de colonisation de la nationalité allemande. " (2) Certains voudraient purement et simplement annexer ces territoires. M. Hasse ne va pas aussi loin. Une alliance étroite et indissoluble peut suffire. Ce qui importe, c'est d'arrêter les progrès des nationalités slaves et d'assurer partout l'hégémonie germanique. L'allemand sera la langue officielle de l'empire autrichien ; les autres langues nationales (moins le slovène, destiné à disparaître) ne seront tolérées que pour le service intérieur. Dans les Universités et toutes les " Hochschulen " on ne pourra se servir que de l'allemand ; c'est exclusivement dans cette langue que se feront les cours et que seront passés les examens. (3) Trieste ne doit pas devenir une ville italienne puisque ce serait au détriment du germanisme. (4)

Tels sont les désirs exprimés par M. Hasse au nom de tout un parti. D'autres vont encore beaucoup plus loin dans leur appétit vorace. Mais ce n'est pas le détail qui nous intéresse ; c'est la tendance. Du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, il n'est nulle part question,

(1) Id. 3, p. 105.

(2) Id. 3, p. 132.

(3) Id. 3, p. 148-149.

(4) Id. 1, p. 8 et 3, p. 148.

comme on l'a vu par notre résumé. Sur quoi donc s'appuie cette faim féroce d'annexion ? Essayons d'en trouver les raisons.

Celles qu'on nous donne sont à la fois multiples, flottantes, contradictoires. Tantôt, comme pour l'Alsace, Montbéliard et la Franche-Comté, on invoque des droits historiques. Il suffit que le comté de Montbéliard, par le hasard d'un mariage, soit un jour devenu un fief dépendant des ducs de Wurtemberg, pour que l'Allemagne ait sujet de le revendiquer. La Prusse ayant pendant quelques années, par un partage peu glorieux, possédé Varsovie, il est « naturel » qu'elle fasse valoir des droits à l'occupation de la Mazovie. (1)

Faisons de ces arguments une règle générale ; nous arrivons en bonne logique au résultat suivant : « Tout ce que l'Allemagne ou une partie de l'Allemagne a possédé à une date quelconque, doit revenir à l'Allemagne. Cette règle ne vaut que pour l'Allemagne, et d'autres pays ne sauraient s'en prévaloir. » On pensera avec nous qu'il n'y a pas lieu de discuter.

Les raisons historiques ne sont après tout qu'un argument accessoire, dont les Allemands ne sont pas sans soupçonner le danger. Il a fallu trouver autre chose. Et de fait, la principale raison invoquée pour les annexions futures, c'est la supériorité de la culture allemande sur toutes les autres. Dans sa naïve présomption et son ignorance absolue de la philosophie de l'histoire, le

(1) “ Eine derartige Forderung erscheint um so weniger unnatürlich, als sie Zustände wieder herstellen würden, die bereits gerade vor einem Jahrhundert bestanden ” (Hasse I, 3, p. 89.)

pangermaniste déclare (et sans doute il en est convaincu) que la race germanique, et tout spécialement la nation allemande, peut seule régénérer le monde, parce que ses vertus innées et sa valeur intellectuelle et morale sont sans égales. « Dans la lutte des peuples et des races, le germanisme remportera indubitablement la victoire. Seul il semble destiné à être à l'avenir le champion et le gardien de la puissance internationale représentée par la civilisation. » (1) « Le peuple allemand, dit Hasse, est sans aucun doute celui qui a la plus haute culture parmi les peuples civilisés actuels. » (2) Aussi ne peut-on qu'accuser d'ingratitude les peuples arriérés qui ont refusé cette culture qu'on leur offrait. (3) Les plus remarquables qualités des autres peuples européens ne s'expliquent que par la part de sang germanique qui coule dans leurs veines. (4) M. Woltmann ne l'a-t-il pas prouvé pour l'Italie ? (5) Si les Français et les Anglais sont des peuples qui dégénèrent, cela provient de la diminution chez eux du précieux sang germanique, dont ils tiraient le meilleur de leur force. (6)

Puisqu'elle prétend évidemment s'inspirer du bonheur de l'humanité, examinons rapidement cette théorie, très en faveur dans les milieux universitaires et bourgeois. Généralisée, elle peut s'énoncer ainsi : « Une nation de

(1) Hübbe-Schleider : Ueberseeische Politik. I, p. 135 ; cité par Hasse.

(2) Hasse : I, 4, p. 140.

(3) Id. I, 4, p. 173.

(4) Id. 4, p. 50.

(5) Ludwig Woltmann : Die Germanen und die Renaissance in Italien.

(6) Id. 4, p. 53.

civilisation supérieure doit absorber les nations de culture inférieure. Contre ces dernières, si elles sont rétives, on doit employer la force. » Ainsi formulée comme un théorème de mathématiques, cette opinion a le mérite de vouloir exprimer un principe général. Mais elle n'est pas complète, car ses défenseurs ont soin d'y ajouter une petite suite dont l'importance n'échappera à personne : « C'est nous, Allemands, qui avons la civilisation la plus haute. » Et du coup, le principe général tombe, car d'opinion objective, la théorie est devenue par son adjonction tout ce qu'il y a de plus subjectif.

Il n'existe pas de balance pour mesurer exactement les civilisations. Du reste, une discussion pareille est absolument oiseuse. Quinet, qui avait prévu tant de choses, avait déjà montré l'inanité de ces disputes stériles : « Qui l'emporte, du génie allemand ou anglais ou italien ou espagnol ? Question déclamatoire qui ne contient point de réponse. Que diriez-vous d'un naturaliste qui se poserait gravement la question de savoir lequel a la supériorité métaphysique, du cèdre du Liban ou de l'olivier de l'Afrique, du pin de l'Italie ou du chêne des Gaules ! »

Aucune civilisation ne tire toutes ses ressources de son propre fonds. Toutes se pénètrent, s'influencent, se prêtent et s'empruntent. La Grèce antique doit beaucoup à l'Égypte et à la Phénicie. Ces civilisations auraient-elles donc dû être anéanties, parce qu'à un moment donné la grecque est supérieure ? Qu'y aurait gagné l'humanité ?

D'autres scrupules devraient encore arrêter les prota-

gonistes de la culture supérieure. Sont-ils doués du don de pénétrer l'avenir ? Il est permis d'en douter. Mais alors, de quel droit écraseraient-ils une civilisation qui, dans son évolution ultérieure, peut devenir la première de toutes ? Il y a eu un moment où les tribus grecques elles-mêmes étaient inférieures à tous les points de vue à leurs voisins orientaux. Il eût donc fallu les anéantir ! Et que dire des Germains, qui n'étaient que des hordes barbares ? — Avouons plutôt que lorsque l'homme veut s'ériger en arbitre des évolutions futures, il fait figure de sot. Se proclamer soi-même le premier champion de l'humanité, pour régenter les autres, c'est de l'outrecuidance puérile.

Quand une nation maintient contre la pression extérieure l'originalité de sa culture, c'est la preuve que cette culture mérite d'être maintenue. La même livrée ne va pas à tout le monde.

En résumé, la théorie de la culture supérieure n'est qu'un sophisme. Ce n'est que le masque intellectuel que revêt l'égoïsme le plus banalement brutal. Enlevez-le, et vous reconnaîtrez le droit du plus fort, un peu attifé universitairement pour en faire accroire.

En fin de compte, c'est là qu'on est obligé d'aboutir.

Et le pangermanisme y aboutit en effet. Le « moi », le vulgaire « moi », le « moi » tout cru des enfants égoïstes, tel est en dernière analyse le fond des théories que nous venons de voir. Le jour où, à propos des mesures contre les Polonais, un chancelier de l'Empire a parlé de l'enclume et du marteau, il a parlé franc. Il a osé lever le voile qui cache le plus triste des systèmes. Celui-ci

suffit cependant aux aspirations des partisans de la plus grande Allemagne. Pour eux, pas d'autre règle que l'égoïsme national : « Disons-le une fois pour toutes ; nous déclinons la légitimité des considérations d'humanité. » (1) Car il est « nécessaire pour les groupements nationaux de placer la morale de l'égoïsme à la place de celle de l'altruisme, qui n'est acceptable que pour les rapports entre individus. » (2)

L'instrument de cette morale de l'égoïsme, ce sera l'armée, car le vrai moyen de l'appliquer, ne peut être que la guerre. » La guerre est le seul verdict juste ; elle effectue la sélection nécessaire, dans laquelle les peuples germaniques plus parfaits triomphent des autres peuples de moindre valeur. (3)

Si jamais ces théories devaient triompher, une nouvelle barbarie aurait ajouté des douleurs nouvelles à toutes celles qui écrasent déjà l'humanité. Un morne découragement répondrait à un fatalisme sans espoir. Quel aboutissement pour la fameuse culture !

Nous n'en sommes pas encore là ; les preuves en sont toutes les nations opprimées qui luttent en dépit de la force matérielle de l'adversaire. Mais le programme pangermaniste a déjà des conséquences, qui vont en grandissant à mesure qu'il pénètre plus profondément dans les aspirations secrètes ou avouées du peuple allemand. Pour les autres nations, il s'agit surtout d'un

(1) Hasse : I, 4, p. 25.

(2) Id. 4, p. 65.

(3) Klaus Wagner : Krieg (Iéna 1906) ; cité avec éloge par Hasse : I. 4, p. 128.

danger, dont toutes n'ont peut-être pas encore assez clairement conscience. Pour les Allemands eux-mêmes, les conséquences sont actuellement déjà nuisibles. On ne s'inocule pas impunément du venin.

Le premier résultat, c'est un aveuglement tel, qu'il semblerait incroyable, si nous n'avions pas de nombreux textes formels devant les yeux. L'Allemagne en arrive, par une sorte d'auto-suggestion, à ne plus se connaître elle-même. Hasse cite, en les adoptant, les paroles suivantes de Treitschke, qui fut un des précurseurs des idées pangermanistes : « Nulle part, il n'y a moins de chauvinisme que chez nous. »⁽¹⁾ Il cite aussi les paroles d'Ernest von Wildenbruch, prononcées (septembre 1903) à la réunion de l'Association littéraire et artistique à Weimar : « Le chauvinisme, c'est-à-dire la manifestation agressive de son propre sentiment national, est quelque chose que la nature allemande ne connaît pas, bien plus, qu'elle ne comprend pas. »⁽²⁾ Cette opinion, si étrange quand on se rappelle les faits des cinquante dernières années, est plus générale qu'on ne croit. Un pédagogue allemand exhorte ses concitoyens à « combattre ce sentiment paradoxal de justice, grâce auquel on s'oublie soi-même et l'on se déchire comme un ascète, en s'efforçant d'une manière touchante de ne trouver chez ses adversaires que des mobiles nobles... »⁽³⁾ Cet

(1) Quiconque connaît les ouvrages historiques et surtout la « Politik » de cet écrivain sera pour le moins étonné de cette assertion.

(2) Cité par Hasse : I. 1, p. 28.

(3) Edmund Leupold : « Die Erziehung zum deutschen Staatsbürger in der Volksschule (Leipzig 1909), » p. 25.

éducateur lit-il les journaux de son pays ? Un autre écrivain estime que ses concitoyens sont incompris, parce que « la pudeur de l'âme allemande cache modestement ce qu'il y a de plus précieux dans le caractère national. » (1)

En réalité, c'est l'Allemand qui, par une conséquence fatale, a la plus grande difficulté à comprendre les autres. Ses théories nationalistes l'empêchent de voir que c'est la violation du droit dans la personne des Alsaciens-Lorrains qui blesse l'âme française. Pour lui, il écarte cette raison profonde d'un mot, et déclare qu'il ne s'agit en France que d'amour-propre blessé et d'idée de revanche. (2)

Une autre conséquence de la poussée pangermanique se manifeste avec éclat dans un illogisme déconcertant. Les contradictions les plus flagrantes se heurtent, sans que les Allemands semblent s'en apercevoir. En 1901, M. de Tiedemann, le chef hakatiste bien connu, disait textuellement : « Dans ce monde, il n'y a pas de droit meilleur ni plus légitime que celui qui est acquis par le succès des armes. » Et en 1909, le même homme, dans son discours de Kattowitz, déclare que « l'Allemagne marche à la tête de la civilisation, de la culture et de la *justice*. » Il faudrait pourtant choisir.

Cette culture si prônée, on la fait miroiter aux yeux des autres peuples, car il s'agit pour eux d'être régénérés

(1) Dr. Karl Nötzel : « Humanität and Rechtsbewusstsein im heutigen Russland, » dans « Preussische Jahrbücher, » n° d'août 1910, p. 262.

(2) Voy. Hasse I, 3, p. 122.

par l'Allemagne. Et en même temps, on ne cache pas le sort qui attend ces pauvres nations dégénérées : « La grande nation a besoin de terres nouvelles ; c'est pourquoi elle doit s'étendre sur le sol étranger, elle doit repousser les étrangers par la force de l'épée. Si les indigènes ne s'éteignent pas comme race, ils pourront être organisés en caste inférieure ou refoulés dans des réserves. » (1) Rappelons-nous les « glacis » (2) et les « marches militaires » de Hasse.

Nous avons vu que cet écrivain adjuge à l'Allemagne Montbéliard et au moins une partie de la Franche-Comté, où l'on n'a jamais parlé allemand. Par contre, il dit en toutes lettres : « Les Français devraient au fond nous être reconnaissants de ce que nous leur avons enlevé une bonne partie de leur population allogène et de ce que par là nous avons renforcé le caractère national de l'État français. » (2)

Dans ce tissu de contradictions, un mot nous vient sous la plume, que nous ne pouvons pas ne pas écrire. Une des conséquences du mépris du droit, pareillement érigé en système, d'un nationalisme aussi conséquent dans son étroitesse égoïste, c'est l'abêtissement. Il y a des pangermanistes (surtout en Autriche, paraît-il) qui, voulant germaniser jusqu'à la religion, ont prôné un retour au vieux culte national... de Wotan. (3) Hasse ne va pas jusque là, mais il demande du moins que, dans le cours de religion, on donne autant de place à la

(1) Klaus-Wagner : *Krieg*, cité par Hasse ; I. 4, p. 129.

(2) Hasse : I, p. 85.

(3) Hasse : I, p. 66.

mythologie germanique qu'à l'Ancien Testament, car (ici je cite) « Wotan a pour le moins autant de droit à nos enfants que Jéhovah. » (1)

En croyant être fidèle à ce que la tradition germanique a de plus antique, le nationalisme allemand est infidèle à ce que l'esprit allemand avait de plus noble. Il abandonne la vie pour ce qui est mort, et creuse un fossé toujours plus large entre l'Allemagne de Goethe, de Schiller, de Kant, de Herder. « (Der Mensch ist zur Humanität geboren) et celle qui s'est façonnée après 1870. Au rétrécissement intellectuel correspond un abaissement de l'idéal national. L'horizon, qui embrassait jadis toute l'humanité, se termine maintenant aux confins de ce qui est allemand. Comment ne pas penser à ce que Fustel de Coulanges, dès 1871, disait du peuple allemand, alors enivré de ses victoires : « On aura ôté de son intelligence les idées saines sur ce qui fait le but et l'honneur de la vie, et l'on aura mis à sa place une fausse conception de la gloire. On lui aura fait croire qu'il y a pour une nation quelque chose de plus souhaitable que la prospérité laborieuse et probe ; on lui aura inoculé la maladie de l'ambition et la fièvre de l'agrandissement. »

Ainsi les conséquences de la conception du droit international, telle que les théoriciens pangermanistes l'ont répandue en Allemagne, sont en résumé les suivantes : pour l'humanité entière, craintes et souffrances nouvelles ; pour les Allemands, aveuglement,

(1) Hasse : 4, p. 148.

incapacité de comprendre les autres peuples, abêtissement intellectuel, rétrécissement et abaissement de l'idéal national.

Au droit de la force matérielle, voilé ou non par des sophismes enfantins, s'oppose le droit international de de l'avenir. Il est né le jour où, pour la première fois, une nation a protesté contre l'oppression ; il est entré comme fait dans la vie européenne, lorsque la Savoie et Nice ont été appelées à décider elles-mêmes de leur sort. On peut le violer, on peut retarder de longtemps son avènement définitif, mais même une puissance comme l'Allemagne ne peut l'effacer des aspirations de l'humanité, où il s'élabore dans la souffrance.

EDMOND BERNUS.

La Guerre à la Langue française

DANS LES

Écoles d'Alsace-Lorraine

Quand l'Alsace et une partie de la Lorraine furent annexées à l'Allemagne, l'administration scolaire allemande se trouva en présence de la tâche de pourvoir les écoles de ces provinces d'une organisation adaptée aux besoins créés par leur situation nouvelle. Cette tâche comportait un problème des langues assez compliqué et difficile. Dans une forte moitié de la Lorraine annexée, ainsi que dans quelques districts vosgiens de l'Alsace, la population ne parlait et ne comprenait que le français ou des patois français. Dans tout le reste de l'Alsace et dans la partie septentrionale de la Lorraine, on comprenait et parlait assez généralement le français et un dialecte allemand, la langue populaire. Par une évolution naturelle, lente d'abord, puis plus rapide, le français, langue officielle, était devenu, en Alsace, au cours du dix-neuvième siècle, la langue des affaires, la langue prépondérante de l'enseignement et de la vie intellectuelle, et la langue usuelle, familiale, des classes culti-

vées. Il avait aussi pénétré, surtout depuis le milieu du siècle, dans les couches populaires. L'artisan, l'ouvrier, le paysan étaient fiers de le parler pour des raisons de sentiment, parce qu'ils étaient attachés à la France, et aussi parce que c'était — dans la société alsacienne où les limites entre les classes n'ont jamais été rigoureusement tracées — un moyen de s'élever dans l'échelle sociale, de pénétrer dans les couches supérieures. On se rendait bien compte d'ailleurs que dans une province-frontière, la connaissance des langues usitées chez tous les voisins est éminemment utile à bien des points de vue.

La prépondérance du français n'entraînait pas l'ignorance du haut-allemand. Si on ne le parlait pas habituellement ni très correctement, on le comprenait très bien, on le lisait volontiers et bien des personnes cultivées avaient une prédilection pour la littérature allemande. Il était tout spécialement tenu en honneur dans les milieux protestants, où il était la langue du culte et de la piété.

Quand l'allemand passa au rang de langue officielle en Alsace-Lorraine, le gouvernement trouva nécessaire de lui faire dans l'enseignement, en Alsace et dans la Lorraine appelée allemande parce qu'on y parlait un patois allemand, une part plus large que celle qu'il avait eue jusque-là, et de l'enseigner aussi dans la Lorraine de langue française. Une transformation des programmes scolaires s'imposait donc. Seulement, si on avait voulu éviter autant que possible de détruire en transformant, il eût fallu ménager des transitions, chercher la solu-

tion du problème avec tact et patience, conformément à l'équité.

Mais l'administration scolaire allemande ne crut pas devoir se mettre en frais d'égards pour les populations conquises. D'emblée, elle refusa d'admettre que, de tout ce qui existait, quelque chose valût la peine d'être conservé. Les pédagogues allemands décrétèrent que, sous le régime français, l'enseignement était aussi défectueux que possible, que tout avait été sacrifié à l'étude de la langue française, et que des réformes radicales étaient urgentes. En réalité, ils ne considéraient la question scolaire en Alsace-Lorraine que du seul point de vue national. Dans l'école comme partout ailleurs, on se préoccupa avant tout d'effacer, le plus rapidement possible, toute trace d'influence française.

Au printemps de 1871, dès la première session du Reichstag nouvellement institué, on fit le procès de l'école française en Alsace. Une motion concernant l'enseignement en Alsace-Lorraine fut présentée le 24 mai : « ... Il faut que l'enseignement soit pénétré de l'esprit allemand. L'école primaire peut tout de suite devenir complètement allemande... » On voulait bien laisser à l'école secondaire un peu de temps pour s'accommoder au nouveau régime, mais dans peu d'années elle aussi devait être identique à l'école allemande similaire.

L'Université elle-même devait être transformée « quoi qu'elle fût, heureusement, toujours restée allemande ». Elle prouva l'exactitude de cette dernière assertion en émigrant presque tout entière en France ! Et il fallut

créer de toutes pièces une Université allemande à Strasbourg.

A la même séance du 24 mai 1871, l'école primaire française fut accusée d'avoir rendu, en Alsace, de très médiocres services, parce que le gouvernement français l'avait employée principalement à extirper la langue allemande pour la remplacer par le français. « Même dans les salles d'asile, pour complaire à l'impératrice Eugénie qui s'y intéressait particulièrement, on s'appliquait non seulement à apprendre le français aux petits enfants, mais à leur désapprendre l'allemand ».

Jusqu'à quel point ces accusations étaient-elles justifiées ? Dans l'Alsace française, il était juste et naturel que l'enseignement du français figurât comme branche essentielle au programme des écoles primaires. Mais il est faux qu'on ait travaillé à extirper l'allemand. Les instituteurs et les institutrices sortant des écoles normales devaient savoir enseigner les deux langues, et sauf dans les régions de langue exclusivement française, les élèves des écoles primaires apprenaient à lire et à écrire l'allemand, à traduire d'une langue dans l'autre, et très généralement les leçons d'histoire sainte et de catéchisme, qui tenaient une place importante dans l'instruction primaire, se donnaient en allemand. Pour les autres branches, le français était la langue de l'enseignement, et pour ce qui est des salles d'asile, les petits enfants y apprenaient les mots français et les locutions usuelles à leur portée, ainsi que de petites poésies et des rondes françaises. Mais il ne venait à l'idée de personne de chercher à leur désapprendre l'allemand qu'ils

savaient, c'est-à-dire le dialecte que parlaient leurs parents : c'eût été une tentative aussi vaine qu'absurde.

L'allemand n'était pas davantage éliminé du programme des écoles secondaires. Si parfois des voix trop zélées s'élevaient dans l'administration française ou dans l'Université pour en demander la suppression, il se trouva toujours dans le corps enseignant d'Alsace des hommes clairvoyants pour veiller à son maintien. La situation même de l'Alsace fait d'elle, par la force des choses, par nécessité historique et géographique, un pays bilingue. Que sa frontière soit placée sur le Rhin ou sur les Vosges, cette frontière ne peut jamais être une muraille de Chine empêchant tout contact soit avec l'Allemagne, soit avec la France. Elle a puisé et elle puisera toujours les éléments de sa culture intellectuelle et morale dans les deux grands foyers de culture auxquels elle confine, et sa vie économique aussi est liée à celle des deux grands pays voisins. Elle ne peut donc se passer ni de la langue allemande ni de la langue française.

Il est vrai qu'au moment où elle fut réunie à l'Allemagne, l'allemand n'occupait pas la première place et qu'il fallait s'attendre à ce qu'il la reprit. Mais on avait, en Alsace, une trop haute idée de la pédagogie allemande pour imaginer que ses représentants allaient faire au français une guerre sans merci. C'est pourtant ce qui arriva. La campagne que l'Allemagne reprochait — à tort — à la France d'avoir menée contre l'allemand, elle l'entreprit contre le français, et en toute hâte.

Bien avant la fin de la guerre, dès le mois de septembre 1870, deux « conseillers scolaires » allemands se mirent à l'élaboration des programmes pour les écoles du pays que l'on considérait déjà comme annexé. Étrangers et indifférents aux besoins et aux vœux de la population dont ils ne prirent pas la peine de s'enquérir, imbus de la supériorité du « maître d'école prussien » à qui l'on attribuait le mérite des victoires de Sadowa et de Sedan, ils ne se préoccupèrent que de modeler l'école alsacienne sur l'école allemande et plus spécialement sur l'école prussienne. Ils ne laissèrent rien subsister des anciens programmes, et déjà en avril 1871, un décret du commissaire civil supprimait complètement la langue française dans l'enseignement primaire en Alsace, sauf dans les localités où, l'allemand n'étant pas du tout compris, il fallut conserver, au moins partiellement, le français comme véhicule de l'enseignement et se contenter d'introduire l'allemand dans les programmes comme matière enseignée.

Dans la Lorraine allemande, les choses se passèrent à peu près comme en Alsace. Dans la Lorraine de langue française, comme la grande majorité du personnel enseignant, aussi bien que les élèves, ignoraient l'allemand, on dut laisser subsister l'enseignement français jusque vers 1888. A cette époque, un certain nombre d'instituteurs lorrains avaient appris, plus ou moins, l'allemand; on disposait aussi d'instituteurs formés à l'école normale allemande et on imposa des programmes presque entièrement allemands. Seul le catéchisme fut encore enseigné en français, et l'enseignement de la

langue française fut réduit à un minimum : deux heures de lecture par semaine. Il en résulta que les enfants ne surent plus lire ni écrire aucune langue et, en général, n'apprirent plus rien, comme on enseignait tout dans une langue qu'ils n'arrivaient jamais à comprendre tout à fait. Au bout de quelques années, on accorda au français une heure par jour. Mais tout le reste de l'enseignement continua d'être allemand et l'est encore. Comme la plupart des enfants, une fois qu'ils ont quitté l'école, ne parlent plus guère cette langue, ils oublient ce qu'ils ont acquis avec beaucoup d'efforts. Quant au français, la plupart des maîtres l'ayant insuffisamment appris eux-mêmes, vu qu'il est mal enseigné dans les écoles normales, ce qu'ils peuvent apprendre aux enfants est généralement rudimentaire.

On entreprit aussi la réforme de l'enseignement secondaire. En septembre 1871, des programmes allemands furent imposés d'abord aux lycées de l'État. Sur ces programmes, le français n'était pas entièrement supprimé, mais il n'avait plus qu'une très petite place et il ne devait plus être enseigné qu'à titre de langue étrangère, — d'après des méthodes allemandes, avec des livres faits en Allemagne, — à des élèves dont c'était la langue maternelle. Par exception, dans quelques collèges où le grand nombre des élèves ne comprenaient pas l'allemand, le français fut permis comme langue enseignante dans certaines classes et pour certaines branches. Mais cette tolérance ne dura guère et, au bout de peu d'années, ces établissements se trouvèrent au niveau des autres.

L'école secondaire alsacienne qui conserva le plus longtemps des classes faites en français fut le gymnase protestant de Strasbourg. Cet établissement, qui ne dépendait pas de l'État, avait toujours attaché une grande importance à l'enseignement de l'allemand et lui avait fait une bien plus large place dans ses programmes que les lycées de l'État. Cela ne l'avait pas empêché de cultiver le français avec autant de soin que ceux-ci et de présenter chaque année, aux deux baccalauréats, des candidats bien préparés.

Grâce à l'énergie du directeur et des professeurs alsaciens groupés autour de lui, le terrain fut disputé pied à pied à la germanisation. Jusqu'en 1874, le programme comporta des leçons faites en français et en allemand, en nombre à peu près égal, et on continua à préparer les élèves des classes supérieures aux baccalauréats français. Puis les leçons données en français allèrent en diminuant ; cependant, ce fut en 1880 seulement que le français disparut, comme langue de l'enseignement, des classes supérieures de sciences où il s'était maintenu le plus longtemps. Les leçons de langue française seules se firent encore en français, — aussi longtemps qu'elles furent faites par des professeurs alsaciens.

La liberté de l'enseignement ayant été supprimée en 1872, les établissements qui n'adoptèrent pas les programmes officiels furent fermés. On prohiba sévèrement les livres de classe français et les cartes géographiques à texte français. Pendant un certain nombre d'années, on toléra dans les pensionnats de jeunes filles l'usage de grammaires éditées en France. En 1890, la grammaire

Larive et Fleury se vit l'objet d'un sévère ostracisme parce qu'on découvrit, dans la nouvelle édition, sous la forme d'exemples et d'annonces de librairie, « des tentatives d'exercer une influence politique sur la jeunesse alsacienne-lorraine ». Depuis lors, aucun livre ni objet quelconque de matériel scolaire français n'est toléré.

Il va sans dire que dans ces mêmes pensionnats, tout l'enseignement, sauf celui de la langue française, dut se faire en allemand, après une période de transition, plus longue de quelques années que celle des lycées et gymnases. La jeunesse féminine se montra très rebelle à la germanisation. En 1891, à Strasbourg, il arrivait encore qu'au cours d'une leçon, des élèves posaient une question en français à leur professeur alsacien. La directrice de l'établissement fut invitée à faire cesser cet abus : « les professeurs qui ne sauraient pas le réprimer seraient considérés comme incapables d'occuper un poste dans l'enseignement ».

La vigilance administrative n'oublia pas le plus petit détail. Ordre fut donné aux pensionnats de choisir une désignation allemande, telle que « *Höhere Töchterschule* » (école supérieure de filles), défense leur fut faite de se servir d'imprimés français, tels que « bonnes notes », en-têtes de lettres, prospectus ; par exception seulement, ces derniers furent tolérés dans les deux langues. Quand les inspecteurs s'aperçurent que dans certaines villes, les institutrices des écoles primaires de filles parlaient le français aux élèves pendant les leçons de couture, ces leçons furent supprimées pendant un certain temps.

En Lorraine, où la moitié des habitants parlaient

exclusivement le français, on imposa aux écoles secondaires les mêmes programmes qu'en Alsace.

L'histoire du Petit Séminaire de Montigny-les-Metz offre un exemple de la lutte soutenue par quelques établissements lorrains pour essayer de sauver quelque chose de leurs anciens programmes. Dès 1873, le directeur fut mis en demeure de transformer son institution en un gymnase allemand. Il s'efforça de démontrer que dans des classes composées en majeure partie d'élèves ne sachant d'abord pas un mot d'allemand, il était impossible d'enseigner dans cette langue. Il obtint un sursis. L'année suivante, nouvelle injonction de l'administration, nouvelles représentations du directeur, nouveau délai. Cela dura jusqu'en 1876 où la patience de l'administration se trouva épuisée. Un ultimatum fut posé au directeur qui dut introduire l'allemand comme langue enseignante dans toutes ses classes. (1)

Plusieurs centaines d'écoles privées, qui ne disposaient pas d'un personnel capable d'enseigner en allemand, se fermèrent ou furent fermées d'office. C'étaient en grande partie des établissements congréganistes, et la lutte pour le français s'aggravait de la lutte religieuse. Le *Kulturkampf* sévissait en Allemagne, et le gouvernement allemand ne demandait pas mieux que de faire disparaître ces écoles regardées comme des foyers d'opposition à la fois religieuse et nationale. Beaucoup de ces établissements se transportèrent simplement dans la Lorraine restée française, dans des localités voisines de

(1) Voir HAMANT, *Le Petit Séminaire de Montigny, 1808-1900*. Metz, 1902.

la frontière, et bien des parents continuèrent d'y faire instruire leurs enfants, ce qui leur valut des amendes et même, dans certains cas, de la prison.

L'État a créé des écoles secondaires répondant aux besoins de la population allemande immigrée qui a comblé les vides faits par l'énorme émigration lorraine ; mais la jeunesse lorraine y acquiert difficilement, dans une langue qui n'est pas la sienne, les connaissances indispensables.

Dans ces écoles, comme dans celles d'Alsace, quand le professeur de français est un Alsacien-Lorrain qui sait manier la langue, il tâche d'arriver progressivement à l'employer comme langue enseignante. Mais comme les élèves allemands sont très nombreux, ce n'est guère que dans les deux classes supérieures que les leçons peuvent se faire à peu près sans le secours de l'allemand, et même dans ces classes, l'étude des textes ne peut guère être approfondie. L'autorisation d'instituer des cours spéciaux de français pour les élèves de langue française a été jusqu'ici toujours refusée.

Quant aux professeurs allemands, ils enseignent le français comme une langue étrangère ou même comme une langue morte. La grammaire et la traduction forment leur principal objectif et les élèves ne sont, en général, exercés au maniement de la langue que par des récitations apprises par cœur.

En Alsace, comme en Lorraine, quand les nouveaux programmes entrèrent en vigueur, un certain nombre d'instituteurs primaires et beaucoup de professeurs des lycées et collèges émigrèrent en France ou prirent leur

retraite. Ils furent remplacés par des Allemands, et le désarroi causé par le bouleversement complet de l'enseignement à tous les degrés eut pour effet immédiat un abaissement notable du niveau de l'instruction. Les élèves qui avaient commencé leurs études à l'école française, mis brusquement en présence d'une nouvelle langue, de nouveaux livres, de nouveaux maîtres, furent désorientés et ahuris. Les anciens maîtres demeurés à leur poste eurent, eux aussi, beaucoup de mal à s'habituer à des méthodes toutes différentes de celles qu'ils avaient pratiquées jusque-là. Les nouveaux maîtres, étrangers, se faisaient difficilement comprendre. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux arrivèrent dans le « pays d'Empire » avec des sentiments analogues à ceux de colons débarquant au milieu de populations ignorantes et arriérées. Ils furent déçus et irrités de voir les bienfaits de la culture allemande accueillis avec froideur, et ils se laissèrent aller souvent à des sévérités excessives. Dans ces conditions, l'enseignement ne pouvait être que très médiocre.

Aussi il s'éleva, du pays tout entier, un concert de plaintes et de protestations souvent véhémentes. L'écho s'en retrouve dans les annales de la Délégation d'Alsace-Lorraine, où les discussions relatives à l'instruction publique furent nombreuses et passionnées. Ce ne sont, de la part des députés, qu'interpellations indignées, motions pressantes. Et de la part du gouvernement, ce sont toujours les mêmes refus appuyés, pour la forme, sur des motifs d'ordre pédagogique et pratique, — à moins que ce ne soient des démentis traitant de

controuvés, ou du moins d'exagérés, les faits cités par les députés, — ou encore des promesses qu'on trouve en général moyen de ne pas tenir, ainsi que le montrent les réclamations répétées aux sessions suivantes.

Dès la première session, en 1875, apparaît la motion — destinée à revenir périodiquement — : « qu'il plaise à la Chambre de prier le gouvernement de faire enseigner le français dans toutes les écoles primaires d'Alsace-Lorraine, dans la mesure où l'on y enseignait autrefois l'allemand. » La motion est appuyée d'arguments pressants par plusieurs députés : « Des pédagogues allemands ont déclaré que l'enseignement d'une deuxième langue vivante, à côté de la langue maternelle, ne porte pas préjudice à celle-ci, mais agit comme un stimulant sur l'esprit... On enseigne le français même dans certaines écoles primaires de Prusse, on l'a choisi là-bas pour ses qualités de clarté et de logique, comme un moyen de culture générale, et on le supprime en Alsace!... La langue française est pour les Alsaciens une part de leur patrimoine intellectuel, elle leur est nécessaire au point de vue de leurs intérêts matériels, on n'a pas le droit de les en priver... »

Peine perdue. Voyant qu'il est impossible d'obtenir la réintégration du français dans toutes les écoles primaires, on la réclame pour les classes supérieures des écoles de six classes, et le gouvernement promet d'accorder l'autorisation requise aux communes qui en feront la demande. L'année suivante, on revient à la charge, on demande pourquoi le gouvernement n'a

pas tenu sa promesse ? Il répond qu'aucune demande n'a été faite par les communes. On finit par constater qu'elles n'ont pas été informées de la facilité qui leur était accordée.

En 1877, la question se trouva remise sur le tapis, et le Président supérieur d'Alsace-Lorraine, M. Möller, déclara : « L'allemand est la langue maternelle des Alsaciens, et le français ne doit être enseigné que là où des circonstances spéciales le demandent. Quand le pays était français, on y enseignait le français parce que c'était la langue nationale. Nous usons du même procédé dans les régions de langue française (en y enseignant l'allemand). L'enseignement en deux langues est, en soi, un inconvénient pour l'école élémentaire. L'école primaire alsacienne s'estime heureuse d'être débarrassée d'une de ces langues qui était un poids gênant. L'y réintégrer serait un recul, et nous n'en ferons rien. »

D'autres fois, il s'agit des leçons particulières de français. Beaucoup d'instituteurs et d'institutrices avaient commencé à faire, en dehors des heures de classe réglementaires, des cours de français. Ces cours furent défendus, et on ne leur permit plus de réunir plus de trois élèves pour une leçon, ni de donner les leçons dans le local de l'école. De plus, il fallait obtenir, par l'intermédiaire de l'inspecteur, une autorisation du préfet, et déclarer le nombre des élèves, l'heure des leçons, le détail des matières enseignées et les livres employés. A maintes reprises, la Délégation se fait l'interprète des doléances des instituteurs, des communes et des familles

qui voudraient que, le français étant prohibé à l'école, on laissât au moins une certaine liberté à l'enseignement privé. Les réglemens vexatoires furent maintenus, et, à mesure que les anciens instituteurs furent remplacés par une jeune génération formée à l'école normale allemande, les leçons de français disparurent : les jeunes ne savaient plus assez de français pour l'enseigner.

En 1880, après avoir énuméré tous les décrets par lesquels, depuis 1871, le gouvernement a travaillé à la suppression de la langue française, M. Zorn de Bulach (père), alors député, s'écrie : « Mais les représentants du gouvernement, qui tous savent le français, n'ont-ils pas soin de le faire apprendre à leurs enfants ? »

Le sous-secrétaire d'État répond qu'on a tous les égards possibles pour les communes où le français est la langue dominante, mais qu'il ne peut être question de l'enseigner dans les régions de langue allemande : « Est-ce qu'on enseigne l'allemand dans les écoles primaires des provinces frontières françaises ? Que les Alsaciens qui ont absolument besoin de l'apprendre aillent aux écoles supérieures ! »

Au mois de décembre de la même année, la Chambre recommande à l'attention du gouvernement des pétitions de communes rurales lorraines, demandant quelques heures de français par semaine pour leurs écoles, parce que, dans leur région, on se sert presque uniquement de la langue française. Le représentant du gouvernement répond que la langue réelle de ces localités est un patois allemand, et que le français y a été implanté

artificiallement : « Par conséquent, plus on poussera à la culture intensive de l'allemand, mieux cela vaudra ! »

Maintes fois, le rétablissement du français dans les écoles primaires des villes est demandé par les conseils municipaux. Les vœux des municipalités, appuyés par la Délégation, n'ont pas plus de succès que ceux des députés. Mulhouse, en particulier, où cet enseignement avait été d'abord autorisé, puis supprimé, — sous prétexte qu'il ne donnait pas assez de résultats, — ne cesse de le réclamer. En 1904, comme cette ville fondait ses réclamations sur sa situation internationale de grand centre industriel placé aux confins de l'Allemagne, de la France et de la Suisse, le représentant du gouvernement répondit catégoriquement que « l'école primaire n'avait pas à s'occuper de vie internationale, mais de la vie nationale de ses élèves ».

Les plaintes portent aussi sur l'enseignement secondaire. En 1884, la Commission scolaire de la Délégation exprime au gouvernement ses regrets de ce qu'on ait réduit à deux, dans les gymnases, le nombre des heures de français par classe et par semaine. Le gouvernement répond qu'il faut éviter de surmener les enfants et qu'on ne peut pas rogner sur le temps consacré à d'autres branches, si on veut maintenir les établissements alsaciens à la hauteur des autres gymnases allemands. Un député réplique que, dans ce cas, il aurait mieux valu supprimer l'anglais, moins nécessaire en Alsace que le français.

Sur des réclamations répétées, le gouvernement se décida plus tard à augmenter un peu le nombre des

heures de français. Il y en a aujourd'hui quatre par semaine dans les classes inférieures, trois dans les moyennes, deux dans les supérieures, vingt-quatre en tout. Mais on ne commence le français que dans la *quinta*, qui correspond à la septième française.

La lutte entre la Délégation et le gouvernement, pour l'enseignement du français, a duré autant que la Délégation elle-même, et quand la nouvelle constitution est entrée en vigueur, en 1912, on a vu reparaître, à la seconde Chambre, le vœu de voir le français réintégré dans les écoles primaires. C'est le parti social-démocrate qui a déposé une motion en ce sens.

Le gouvernement continue à maintenir son refus. Il a fait quelque chose cependant : il a introduit le français dans les écoles primaires supérieures (*Mittelschulen*) et dans les écoles de perfectionnement (*Fortbildungsschulen*) ; il se montre aussi, depuis quelque temps, moins intolérant que par le passé à l'égard des cours privés. La lutte n'a donc pas été tout à fait vaine. Si le français a presque disparu des campagnes alsaciennes où les jeunes générations n'ont plus la possibilité de l'apprendre, il s'est maintenu dans les villes. Il est resté la langue usuelle des milieux cultivés alsaciens. Il est, autant qu'avant l'annexion, regardé comme la marque d'une culture supérieure et il est, par suite, un objet d'ambition pour la petite bourgeoisie et la classe ouvrière : chacun est désireux de s'élever à une région sociale plus haute, en même temps que de s'ouvrir l'accès des places pour lesquelles, dans le commerce et l'industrie, les deux langues sont exigées. Beaucoup de parents,

de toute condition, tâchent de suppléer à l'insuffisance de l'enseignement scolaire en faisant donner à leurs enfants des leçons particulières de français ; dès que l'ouverture d'un cours privé est autorisée, les élèves y affluent, et les enfants des Allemands immigrés ne sont pas les derniers à en profiter. Mais il faudrait pouvoir organiser l'enseignement populaire du français, en Alsace, sur une bien plus vaste échelle, pour suffire à tous les besoins. Les chefs d'industries et de maisons de commerce se plaignent de devoir demander leurs employés à la Belgique et à la Suisse, parce qu'ils ne trouvent plus d'Alsaciens sachant le français.

En Lorraine, on sait aujourd'hui un peu plus d'allemand qu'il y a quarante ans, mais, à la ville et à la campagne, le français ou un patois français est resté la langue que les indigènes parlent entre eux dans une bonne moitié du territoire annexé. Malheureusement, en Lorraine comme en Alsace, dans les milieux où l'enseignement de la langue classique est nul ou trop rudimentaire, la langue parlée devient forcément très incorrecte. Et de plus, toute l'instruction se donnant en allemand et visant à couler les esprits dans le moule allemand, beaucoup de jeunes gens, même ceux qui, chez eux, parlent le français et s'en servent couramment dans la vie ordinaire, perdent de plus en plus la facilité de s'exprimer dans cette langue, dès qu'il s'agit de sujets un peu élevés. Cela devient pour eux un effort considérable, parce qu'ils n'ont pas été exercés, comme leurs aînés, à se servir des deux langues pour le travail de la pensée.

L'effort privé ne peut évidemment pas suffire à combler l'énorme lacune qui existe dans l'enseignement public. Quelques concessions ont été faites par le gouvernement, mais elles sont minimes en regard de ce qu'il faudrait obtenir.

Aussi, la revendication s'obstine. Elle ne parle pas seulement par la voix des représentants du pays. Elle reparait inlassablement dans les journaux de langue française, en Alsace et en Lorraine, et des études approfondies ont maintes fois pris en main la cause de la langue française et celle de la culture française en Alsace à laquelle la première est intimement liée. La question a été traitée avec toute la largeur de vues, la compétence, la clarté désirables, par M. F. Eccard, avocat à Strasbourg, dans sa belle étude : « *La Langue française en Alsace* », publiée en 1910, dans la *Revue Alsacienne illustrée* ; (1) et par le Dr F. Dollinger, dans sa conférence sur le « *Devoir alsacien* » (2) et dans un travail en langue allemande : « *Das elsässische Kulturproblem.* » (3)

Récemment, un jeune pédagogue alsacien, le Dr E. K., partant du fait que l'Alsace, de par son développement historique et sa situation géographique, ne peut être qu'un pays bilingue, et la comparant à d'autres pays où deux langues sont d'un usage courant, a constaté que ceux-ci, qui sont autonomes et peuvent organiser

(1) Cette étude a aussi été tirée à part, en une brochure éditée par la *Revue Als.* XII. Strasbourg 1910.

(2) Édition de la *Revue Als.* XII. 1910.

(3) Colmar, 1911.

l'instruction conformément à leurs besoins, pratiquent l'enseignement bilingue sur une vaste échelle. Il prend pour exemple, spécialement, le Luxembourg dont la situation présente beaucoup d'analogie avec celle de l'Alsace-Lorraine. Dans un article publié en septembre 1912, dans les *Cahiers alsaciens*, il demande — une fois de plus — que le français soit enseigné dans les écoles primaires, puis que l'on consacre plus de temps à cette langue dans les écoles primaires supérieures et les écoles de perfectionnement. Il demande bien plus : il propose hardiment le remaniement complet du programme des écoles secondaires, à l'effet de créer, dans les quatre plus grandes villes du pays : Strasbourg, Mulhouse, Metz et Colmar, des *collèges bilingues*. Il rédige le programme de ces collèges en s'inspirant des *Athénées* luxembourgeoises et belges et du *Realgymnasium* de Francfort. Dans ce dernier, le français est plus largement enseigné que dans les établissements similaires en Alsace-Lorraine. Le programme de M. E. K. comprend, outre les leçons de français, des leçons données en français. Il institue la langue française comme langue véhiculaire de certaines matières, du latin notamment. Cet intéressant projet répondrait bien aux besoins d'une population à qui deux langues usuelles sont indispensables. Cependant il est douteux que son auteur ait de sitôt la satisfaction de le voir réaliser, même en partie. La crainte de la *francisation* est trop forte, et les arguments contre le bilinguisme sont tout prêts : il produit l'infériorité intellectuelle et morale, des esprits médiocres, des caractères sans solidité et

sans franchise ; et l'enseignement en deux langues demande trop d'efforts et trop de temps de la part des maîtres et des élèves.

Et pourtant, il paraît qu'on peut arriver, par cet enseignement bilingue, à des résultats assez satisfaisants. Sans parler de ceux qu'on a obtenus ailleurs qu'en Alsace-Lorraine, un exemple s'offre en Alsace même. Un inspecteur a publié, en 1911, sur « *l'école bilingue dans la vallée de la Bruche* » (1), un opuscule dans lequel il expose les difficultés rencontrées par cet enseignement dans une région où, avant l'annexion, on ne connaissait d'autre langue que le français, les efforts faits par un groupe d'instituteurs désireux de former des élèves sachant les deux langues, la méthode employée et les résultats qu'elle a donnés. D'après les exemples cités, les élèves sortant de ces écoles savent très convenablement l'allemand, qui constitue la partie la plus difficile de la tâche de l'instituteur vis-à-vis d'enfants dont le français est la langue maternelle. Jusqu'à quel point celui-ci est-il cultivé ? L'auteur n'en dit rien, il cherche seulement à démontrer que l'on peut réussir à bien enseigner l'allemand dans l'école bilingue. Cependant, d'après le plan d'études qui comporte des leçons de français et des leçons données en français dans toutes les classes, les élèves doivent apprendre à le lire et à l'écrire. Il est donc possible, dans l'école primaire, d'enseigner suffisamment l'allemand, sans supprimer le français, à des enfants qui, au début, ne

(1) *Die zweisprachige Schule im Breuschtal*, par J. Lombard. Strasbourg 1911.

savent pas d'allemand du tout. Ne serait-il pas bien plus facile d'enseigner au moins les éléments du français, sans nuire à l'allemand, à des élèves dont la langue maternelle est un idiome allemand ? Les difficultés derrière lesquelles on se retranche pour empêcher ou réduire l'enseignement du français ne seront pas insurmontables le jour où on les abordera avec la volonté de les résoudre.

Quand ce jour viendra-t-il ?

L'administration scolaire et le gouvernement d'Alsace-Lorraine seraient à même de s'apercevoir aujourd'hui qu'en voulant supprimer la langue française, ils se sont attachés à une œuvre néfaste et décevante. Ils ont soulevé et exaspéré des ressentiments sans nombre, montré l'Allemagne dans le rôle peu glorieux du persécuteur et de l'oppresseur, contribué considérablement à élargir le fossé entre elle et le pays conquis, — et le français n'a pas été extirpé : on le parle toujours en Lorraine et en Alsace. La première est en partie un pays français et la seconde est un pays bilingue et le restera, quoi qu'on fasse. Ne serait-il pas digne d'une grande nation comme l'Allemagne de reconnaître franchement cette situation et d'en tirer les conséquences, c'est-à-dire de donner à ces pays un enseignement scolaire qui réponde vraiment à leurs besoins ?

En Allemagne même, il est juste de le reconnaître, il y a des hommes qui se rendent compte des fautes commises en Alsace-Lorraine. Dès 1873, le député Sonnemann (directeur de la *Gazette de Francfort*) s'éleva au Reichstag contre la « guerre d'extermination » entre-

prise contre le français. Ses représentations n'eurent d'ailleurs pas plus d'effet que, plus tard, celles des députés alsaciens-lorrains, à la même Assemblée. En 1875, le député prussien Treitschke affirma que les réclamations des députés alsaciens-lorrains au sujet du français étaient dénuées de fondement : « Je prétends au contraire, dit-il, que le gouvernement allemand a agi, dans la question des langues, avec une modération qui touche à la faiblesse... Il est impossible d'enseigner deux langues simultanément à des enfants, sans communiquer à leur esprit quelque chose du *mollusque*... »

D'autres Allemands, plus impartiaux que M. Treitschke, ont désapprouvé la germanisation à outrance poursuivie dans les pays annexés et dont la guerre à la langue française est un des moyens les plus odieux et les plus malfaisants. Ainsi M. Werner Wittich, professeur à l'Université de Strasbourg, s'est livré à une enquête consciencieuse sur le problème des rapports des deux cultures qui sont en présence en Alsace ; il a publié sur ce sujet deux études remarquables ⁽¹⁾ par leur sincérité et leur haute impartialité, il compare le sentiment des Alsaciens pour la France à l'amour des enfants pour leurs parents, il regarde leur attachement à la culture française comme « un témoignage de la reconnaissance

(1) a) *Deutsche und französische Kultur im Elsass*. Revue Als. ill., Strasbourg 1900. Trad. française de M. A. Korn : *Le génie national des races française et allemande en Alsace*. Revue internationale de sociologie, 1903.

b) *Kultur und Nationalbewusstsein im Elsass*. Revue Als. ill., Strasbourg, 1909. Trad. française de M. H. Lichtenberger : *Civilisation et patriotisme en Alsace*. Edition de la Revue Als. ill., 1909.

du peuple envers la France pour tout ce qu'elle lui a donné de gloire et d'honneurs pour ses héros, de liberté, de bien-être et de beauté pour tous », et il estime que l'Allemagne fait fausse route en cherchant à éliminer violemment la culture française pour imposer la sienne.

M. O. Flake, écrivain et publiciste allemand qui connaît l'Alsace et la France et qui aime l'Alsace précisément pour sa culture spéciale, tout imprégnée d'esprit français, a étudié, lui aussi, le problème alsacien.⁽¹⁾ Il est d'avis que, pour ne pas aller à l'encontre de son but, la germanisation devrait être laissée à l'action lente du temps, et il conseille au puissant empire allemand de se dire tranquillement, dans la conscience de sa supériorité : « Qu'est-ce que cela peut bien me faire que dans un coin de mon territoire quelques centaines de mille de mes citoyens trouvent leur plaisir à parler le français, à vénérer le souvenir de la France et à continuer de fraterniser avec elle ?... »

Le puissant empire allemand est loin de cette tolérance souriante. C'est une vertu qui demande de la maturité : peut-être est-il encore trop jeune pour la posséder, trop orgueilleux de sa force, trop empressé de la déployer...

Et pourtant on se souvient, en Alsace, d'avoir connu une Allemagne tolérante, libérale, intelligente, éprise d'un idéal non pas étroitement germanique, mais largement humain, — une Allemagne qui savait ce que la civilisation européenne doit à la France et que l'on eût

(1) *Rund um die elsässische Frage*. Karlsruhe et Leipzig, 1911.

cru capable de comprendre l'attachement de l'Alsace-Lorraine à ses traditions françaises.

Cette Allemagne-là a-t-elle péri sous le flot, toujours grossissant depuis quarante ans, de l'impérialisme et du militarisme ? On pourrait le croire, car jusqu'à présent les rares voix allemandes qui se sont élevées contre la germanisation forcée de l'Alsace-Lorraine, n'ont guère trouvé d'écho, et quoiqu'il y ait, en Allemagne, des milieux où l'on s'intéresse aux questions de culture internationale et de droit international, la lutte soutenue, dans le « pays d'Empire », contre le pangermanisme, semble les laisser indifférents.

Y deviendront-ils jamais attentifs ? Se rendront-ils compte qu'en persistant à conserver l'usage de la langue française, les Alsaciens-Lorrains ne défendent pas seulement un bien précieux que leurs pères leur ont légué et dont ils ne veulent pas que leurs enfants soient privés, mais encore la mission tracée à leur pays par son histoire et ses traditions ?

Ceci est vrai particulièrement de l'Alsace. A travers les siècles, elle a subi tour à tour et simultanément l'influence allemande et l'influence française. Il en est résulté, à la longue, une culture et une mentalité spéciales, tenant à la fois du génie des deux nations, et qui prédestine l'Alsace au rôle d'intermédiaire intellectuel entre la France et l'Allemagne. C'est cette mission qu'on la rendrait incapable de remplir si on réussissait à lui enlever la langue française.

« La disparition des traditions françaises en Alsace serait moins encore un triomphe du germanisme et un

recul de la civilisation française qu'une défaite de l'esprit européen. Les Allemands, s'ils parvenaient à germaniser l'Alsace, auraient la médiocre gloire d'éteindre un foyer actif et vivant de culture européenne. » Ces paroles de M. Henri Lichtenberger ⁽¹⁾ devraient être méditées par l'Allemagne cultivée et intelligente. Sans qu'elle daigne y prendre garde, on travaille depuis quarante ans à éteindre ce foyer, en cherchant à extirper la langue française en Alsace-Lorraine. Si on n'y a pas réussi, c'est grâce à la persévérance des Alsaciens-Lorrains qui ont compris que leur tâche à eux est de veiller sur leur foyer, de le protéger, de l'alimenter. Ils savent ce que vaut le bien qu'on voudrait leur enlever.

« Qu'on discute la France à d'autres points de vue, dit M. Eccard, mais qu'on lui laisse intact le produit le plus parfait de son génie ! La langue française... est une œuvre d'art qui a été lentement formée par une suite ininterrompue d'ouvriers de génie et dont le développement continue toujours. Eh bien ! nous ne voulons pas qu'on nous ravisse ce trésor et nous unirons toutes nos forces pour le conserver ! »

Plus on cherche à priver les Alsaciens-Lorrains de la langue française, plus elle leur devient chère. Elle est une part vitale de leur patrimoine français, ils ne sauraient y renoncer sans déchoir. « Nous nous efforcerons de maintenir l'intégrité de notre patrimoine, dit M. F. Dollinger. C'est là le premier et le grand commande-

(1) *Le problème de la culture européenne*. Cahiers alsaciens. Novembre 1912.

ment de notre devoir alsacien. » Si ce devoir n'est pas facile, il n'en est pas moins certain, et il faut que l'Alsace y soit fidèle, sous peine d'être réduite au rôle de « terre d'empire », de province anonyme, sans caractère ni vie propre, incapable de remplir et même de concevoir la tâche supérieure à laquelle elle était appelée.

E. HATTNER.

Sur les événements actuels

On peut considérer la guerre d'Orient comme close, du moins — soyons prudents — entre les alliés balkaniques et la Turquie. Sans doute au moment où j'écris, on en est tout juste aux préliminaires de paix. Il faut même prévoir que la préparation d'une paix définitive exigera un temps assez long, des semaines, probablement des mois. Mais, quelles que soient les difficultés que puisse rencontrer ce règlement, une reprise des hostilités entre les alliés et la Turquie est hautement improbable. La guerre turco-balkanique est terminée. Si l'incendie devait reprendre il ne se nourrirait plus des mêmes aliments : ce serait une nouvelle guerre, totalement différente. On peut espérer qu'elle ne se produira pas.

Le moment n'est pas venu d'examiner dans quelles conditions va s'effectuer, entre les alliés, le partage des terres balkaniques. Là est pourtant le grave problème de demain. Faute d'éléments précis d'appréciation (1), je ne veux ni ne peux l'aborder dans le présent cahier. Je me borne à le signaler et à en marquer l'importance. L'avenir des Balkans dépend des conditions dans lesquelles on procédera à la répartition des territoires conquis. S'il ne s'agissait que de terres, si seuls des intérêts géographiques, économiques ou stratégiques étaient aux prises, un arpenteur avisé ou un

(1) Encore une fois, pour l'étude de cette question comme pour celle de tant d'autres, nous sollicitons les informations, nous appelons instamment le concours de ceux qui sont ou croient être en mesure de nous renseigner.

homme d'État prudent pourrait, sans inconvénient majeur, faire l'attribution des lots. On pourrait faire à chaque amour-propre national sa part. Ce n'est sans doute pas chose absolument aisée. Mais aucun germe de mésintelligence chronique ne risquerait d'être déposé dans ces terres baignées de tant de sang. En tout cas, la Ligue du Droit des peuples n'aurait pas à se préoccuper de l'opération. Nous ne sommes pas des géographes, nous ne nous flattons pas d'être des économistes et nous ne nous sommes pas réunis pour faire de la politique.

Mais sur ces terres il y a des hommes, qui parlent des langues diverses, qui se rattachent à des cultures différentes, qui ont des aspirations nationales divergentes. Si cette guerre, qui a été déclarée et poursuivie au nom du droit des peuples⁽¹⁾ devait, par sa conclusion, blesser dans leurs aspirations certaines populations, il en résulterait un déséquilibre permanent qui conduirait à la longue à de nouvelles guerres, cette fois entre les alliés de la veille. Ainsi s'affirmerait une fois de plus une vérité qu'on ne saurait assez répéter : à savoir qu'il n'existe jamais de paix réelle, sûre, permanente, là où le droit d'un peuple se trouve méconnu.

Voilà pourquoi tous les hommes qui appellent de leurs vœux l'établissement d'un régime de paix durable en Europe doivent réclamer avant tout le respect du droit des peuples et le redressement des injustices, anciennes et nouvelles, qui pèsent sur notre vieux continent. Ceux qui s'imaginent que le meilleur moyen d'assurer la paix est de jeter un voile sur les faits d'oppression se trompent étrangement. On peut gagner ainsi parfois une paix passagère. Mais le

(1) Je n'ai pas, bien entendu, la naïveté de croire que d'autres préoccupations plus terre à terre et parfois sordides, n'aient pas joué un rôle considérable dans les événements de cette année.

silence complice permet à l'oppression de s'étendre et de préparer les explosions brutales qui sont la conséquence nécessaire de ses excès. Nous ne sommes pas des partisans de la doctrine de la non-résistance au mal. Nous croyons que pour limiter le mal on n'a pas encore trouvé d'autre moyen que de le combattre. Nous pensons qu'une paix permanente ne peut être établie que dans la justice et que les menaces constantes de guerre ne seront écartées que le jour où l'opinion publique européenne, suffisamment éduquée, imposera partout le respect du droit.

Assurément — pour revenir à la question particulière des Balkans — nous ne voulons pas nous payer de mots et donner à entendre que les problèmes soient plus simples qu'ils ne le sont en réalité. On ne saurait, dans les Balkans, tracer une ligne de démarcation parfaitement exacte entre les peuples divers qui vivent dans la péninsule. En Macédoine notamment, nous avons déjà eu l'occasion de le dire (1), les populations bulgares, grecques et serbes (sans compter même les nombreux Albanais, les Koutzo-Valaques dispersés et les Juifs de la côte) se trouvent dans certaines régions inextricablement enchevêtrées. Fatalement, des Bulgares et des Grecs se trouveront soumis à l'autorité serbe, des Serbes et des Grecs à l'autorité bulgare, des Bulgares et des Serbes à l'autorité grecque. Il y a là une nécessité matérielle contre laquelle il serait vain de s'élever. L'histoire a fait de ce pays une macédoine de peuples. Une répartition mathématique et même approximativement exacte ne peut s'effectuer.

Ce qu'il faut réclamer, à défaut d'une solution idéale que la réalité ne permet pas, c'est que ce partage se fasse dans un large esprit de justice et de bonne volonté. Il importe

(1) Cahier 1-2, pp. 18-19.

somme toute assez peu à chacun des États balkaniques d'incorporer un certain nombre de kilomètres carrés de plus que son voisin. Leur intérêt d'avenir, d'accord avec la justice (ce qui est souvent le cas), est de respecter autant que possible les aspirations des populations qui vont être réparties. Il ne s'agit pas de terres, mais d'hommes. Si cette opération s'effectue avec une volonté d'équité, un régime stable s'instituera pour le plus grand profit des peuples et des gouvernements. Il sera également essentiel qu'aucun des États balkaniques ne s'avise, par la suite, de nationaliser de force les populations allogènes qui, nécessairement, pour les raisons que nous avons indiquées, se trouveront annexées. Sinon, une oppression nouvelle n'aura fait que se substituer à une oppression ancienne. Chacun doit avoir le droit — droit élémentaire et imprescriptible — de parler sa langue et de la répandre, d'avoir ses écoles, de pratiquer sa religion sous la forme qu'il préfère, de conserver ses mœurs et ses coutumes. En dehors de cela, il n'y a que violence, confusion et barbarie.

Les États balkaniques auront-ils la sagesse d'obéir, aujourd'hui et par la suite, à cet esprit de justice qui seul peut fonder quelque chose de durable ? Nous voudrions l'espérer. Certains faits peuvent donner à craindre que d'autres préoccupations, d'un tout autre ordre, n'entrent aussi en jeu. Et l'on doit appréhender que l'action des grandes puissances divisées ne soit pas de nature à faciliter un règlement entièrement équitable. Pour certains hommes d'État la suprême habileté est de répandre et d'entretenir des germes de décomposition, la diplomatie étant à leurs yeux l'art d'utiliser les divisions, les querelles et les haines des peuples.

On l'a bien vu dans toute cette agitation qui s'est produite autour de l'affaire de Scutari. La paix du monde a paru menacée par l'attribution de cette ville. On peut dire que

dans tout ce débat le droit réel des peuples n'a joué aucun rôle. Cela mérite d'être établi, et autrement qu'en passant. Nous aurons l'occasion d'étudier cette question le jour prochain où nous tenterons un exposé d'ensemble du problème albanais. Autour de l'Albanie, la vieille politique de proie, exclusive de toute idée de droit, est en action comme aux plus beaux jours de barbarie. L'Autriche de Metternich revit sous yeux. Et l'Italie, qui a conquis son indépendance et réalisé son unité en invoquant le droit des peuples, semble disposée à contester à la Grèce la possession de terres grecques dont les populations protestent à l'avance contre l'injustice dont elles se sentent menacées. L'Italie, oublieuse du passé et se mettant à l'école de ses anciens maîtres, rêve-t-elle d'avoir en Épire sa Lombardie opprimée? La menace d'une expédition austro-italienne immédiate en Albanie paraît provisoirement écartée. Il faut prévoir qu'elle se reproduira un jour ou l'autre.



Mais il n'y a pas que l'Orient. Toute l'Europe souffre actuellement d'une sorte de crise prolongée qui certes ne date pas d'aujourd'hui, mais qui revêt une forme de plus en plus aiguë. Nos lecteurs ne comprendraient pas que nous ne disions pas quelques mots de la fièvre d'armements qui s'est emparée de l'Europe dans des conditions si inquiétantes et qui s'accompagne d'accidents et d'incidents variés.

Le sujet est délicat, et je ne me propose pas de l'aborder de front et de l'étudier à fond. En France notamment, des polémiques très vives se sont engagées autour de la question du service de trois ans. Il ne nous appartient pas d'y prendre part. Personne sans doute, parmi nous, ne conteste que dans une Europe où la notion de droit est constamment

bafouée, où la paix n'a encore d'autre garantie que l'équilibre des forces, la défense nationale doit être assurée de la façon la plus stricte. Mais, quant à la question de savoir ce que commandent, au point de vue technique, les nécessités nationales et militaires, elle ne nous regarde pas. Chacun de nous peut avoir et a sans doute à ce sujet son opinion particulière : la Ligue internationale pour la défense du droit des peuples ne peut et ne doit pas avoir la sienne.

Il nous sera permis toutefois de dire que plus la situation de l'Europe apparaît obscure et grave, plus le devoir absolu de tout honnête homme et de tout bon patriote est de ne s'abandonner en rien aux impulsions instinctives et aux mouvements irraisonnés. Précisément parce que nous sommes plus résolus que jamais à défendre la cause des peuples opprimés et le droit des nations à leur pleine indépendance, tout justement parce que, sur ce terrain, nous sommes convaincus que la résistance aux impérialismes barbares est nécessaire et que, le cas échéant, tous les sacrifices doivent être consentis pour la défense de l'intégrité nationale, nous condamnons le chauvinisme et la haine aveugle de l'étranger, qu'ils se manifestent chez nous ou chez les autres. Nous abhorrons le patriotisme de café-concert, de quelque nom qu'il se pare, parce qu'il y a là une parodie dégradante du sentiment le plus sacré et que, décidés à combattre la barbarie, nous ne voulons pas de barbarie parmi nous.

Il nous appartiendrait peut-être, en revanche, de rechercher les causes de cette course aux armements qui jette un trouble si profond dans toute l'Europe et que nul ne saurait observer sans une sorte d'angoisse. Il y aurait là une étude infiniment complexe dans laquelle je ne vais pas m'engager à fond. Je ne veux que présenter à ce sujet quelques réflexions rapides et sommaires.

Les événements d'Orient expliquent sans doute pour une part — je ne dis pas qu'ils les justifient — les formidables armements de l'Allemagne, qui suppose les embarras que son alliée l'Autriche rencontrera désormais sur ses frontières méridionales et orientales. La prévision d'une crise ultérieure, intéressant cette fois l'Asie ottomane, et la volonté de se préparer à un partage éventuel jouent certainement aussi leur rôle. D'autres visées d'agrandissement et de partage — dans le centre africain — ne doivent probablement pas être négligées non plus. Enfin l'influence des grands métallurgistes — on l'a bien vu par l'affaire Krupp — est également active. On pourrait allonger la liste de toutes ces causes d'un mouvement qui menace la civilisation tout entière.

Toutefois, si l'on ne veut pas se contenter d'une vue superficielle des choses, on est conduit à constater que toutes ces causes particulières se ramènent à une cause générale, qui est le mépris dans lequel est encore tenu par les hommes d'Etat dirigeants l'idée de droit. C'est parce qu'on songe à de nouvelles conquêtes, à de nouveaux partages, à de nouvelles curées, c'est parce qu'on s'y prépare que l'Europe se hérisse en pleine paix de plus de baïonnettes qu'elle n'en alignait jadis lorsqu'elle était en guerre. C'est à l'existence et à la durée de vieilles injustices et de persistantes oppressions que nous devons la gravité que prennent les oppositions nationales. Si, notamment, entre la France et l'Allemagne aucune explication n'a pu s'engager et si aucune entente loyale n'a pu intervenir, c'est parce qu'une question dont, diplomatiquement, on n'a jamais pu faire état, pèse sur les rapports des deux nations. Les plus aveugles sont obligés aujourd'hui de l'avouer.

Le renouveau de barbarie qui paraît triompher en Europe peut décourager bien des hommes. Mais s'il en est qui ne

doivent pas se laisser abattre, ce sont ceux qui se sont groupés pour mettre leurs forces au service du droit. Nous savions — nous l'avons dit dès le début — que nous entreprenions une œuvre difficile, lente, de longue haleine, une œuvre d'éducation qui ne saurait avoir de rapides succès. Ceux qui rêvent de tâches aisées et qui reculent devant un travail obscur, quotidien et parfois douloureux, dont nos successeurs recueilleront peut-être seuls quelques fruits, n'ont évidemment rien à faire parmi nous. La réalité d'aujourd'hui leur ôterait sans doute tout entrain.

Mais nous croyons que, pour nous, les événements auxquels nous assistons sont de nature à stimuler notre énergie et à entretenir notre espoir. Ils apportent comme une justification pour ainsi dire matérielle de l'œuvre entreprise. Si l'Europe souffre, si elle s'impose une paix qui ressemble à une guerre, si un militarisme exaspéré paraît menacer jusqu'en ses sources la civilisation, c'est parce que l'idée de droit est encore une exilée, c'est parce que les vieilles injustices fermentent, c'est parce que leur persistance même tend à en préparer de nouvelles. Il n'y a pas de salut, il n'y a pas de remède, il n'est même pas sûr qu'il y ait de palliatif provisoire en dehors du triomphe des principes autour desquels nous nous sommes groupés.

Les événements se chargent de justifier notre effort. Ce n'est certes pas le moment de désespérer, de faiblir ou de gémir sur le malheur des temps. Nous tiendrons bon.

PIERRE BERNUS.

La population musulmane des États balkaniques

La mosquée de Belgrade est la première que j'aie visitée. J'en garde un souvenir impérissable. Elle est toute petite et minable, semblable d'ailleurs à ces milliers de temples villageois qui, dans toute l'étendue du califat, dressent vers le ciel d'azur ou de cendre leur humble minaret de planches. Il faut de la bonne volonté pour la découvrir, perdue qu'elle est au fond du triste quartier de Dortschel, si lamentable en sa solitude qu'on en a le cœur serré. Un vieil iman, saisissante image de la grandeur non moins que de la décrépitude osmanlie, m'en fit les honneurs. Cette mosquée est la première qui se dresse sur le chemin de Constantinople. La religion du prophète ne veut pas disparaître entièrement de la Citadelle-Blanche, où l'héroïsme de ses fidèles la fit dominer si longtemps.

Belgrade peut compter une centaine de musulmans. Ils sont rares dans toute l'étendue de l'ancien royaume serbe. Ils ne font nombre qu'à Nisch et à Prokouplyé. Plusieurs minarets surprennent agréablement le voyageur à son arrivée dans la première de ces villes. L'une et l'autre ont été rattachées au royaume par le traité de Berlin. Ces deux groupes musulmans représentent une centaine de familles. Des raisons d'intérêt les retiennent en pays chrétien, sans

quoi, à l'exemple de tant de *mohadjirs*, ils n'eussent pas manqué de quitter leurs terres et de transporter leurs foyers au-delà des nouvelles frontières de l'empire. Presque tous ces musulmans de Serbie sont Turcs de race et de langue.

A Zwornik, petite ville sur la Drina, à la frontière bosniaque, vivent quelques musulmans de race serbe. Ils ont une école de garçons et une de filles, subventionnées toutes deux par le gouvernement. La constitution serbe semble plus douce aux dissidents que celles des autres États balkaniques. Elle leur confère en principe les mêmes droits qu'aux orthodoxes. Avant la guerre, les musulmans n'étaient pas représentés à la Skouptchina. Sous le règne du roi Milan, alors que le choix d'un certain nombre de députés appartenait à la couronne, il arrivait qu'un notable turc eût sa place au Parlement de Belgrade.

Pour voir l'Islam se manifester au grand jour, il faut descendre le Danube jusqu'aux Portes de Fer. A l'issue de l'incomparable défilé de Kazan, aux confins du Banat et de la Petite-Valachie, émerge l'îlot d'Ada-Kaleh ou Vieil-Orsova. Cet îlot compte une population de 300 Turcs, augmentée d'une faible garnison austro-hongroise. Pendant la guerre de 1876-77, il dut à ses fortifications puissantes de rester aux mains des Osmanlis. Aux termes du traité de Berlin, ils devaient l'évacuer, mais les diplomates omirent de stipuler à qui ils le devaient remettre. A cette hauteur, le Danube sépare la Serbie de la Roumanie. A ces deux puissances, le sultan préféra la monarchie des Habsbourg. L'île, pourtant, n'est pas autrichienne. Les habitants ne doivent ni impôt ni service militaire. Il s'y fait, paraît-il, une assez active contrebande de tabac. Les mœurs orientales ne s'y sont en rien modifiées. On y voit encore une mosquée, une école turque, un café semblable à ceux de Constantinople. Les femmes sont voilées.

Les rapides franchis, le Danube coule en plaine. Il s'y éploie majestueusement. La rive roumaine est plate, la rive bulgare est bordée de falaises, relevée de faibles collines. La chaîne des Balkans apparaît par un temps clair dans le lointain. La rive gauche est foncièrement chrétienne. Sur la rive droite, des agglomérations musulmanes apparaissent sporadiquement, de plus en plus importantes, de plus en plus rapprochées. Widin, de belliqueuse mémoire, sur 16.500 habitants, compte 3.000 Turcs, dont 450 seulement de sujétion ottomane. A Nicopoli, où les Turcs forment la majorité de la population depuis que Bajesid-la-Foudre y écrasa la chevalerie occidentale, se dressent les minarets de nombreuses mosquées. Sistowo en possède encore six. Sur 33.000 habitants, Roustchouk en abrite 5.000 de race turque, 1.200 *Spanioles* et 1.000 Arméniens. Les minarets de ses vingt-neuf mosquées sont d'un effet imposant. A la voir du fleuve, nul ne se croirait en face d'une ville où les *rayas* sont depuis longtemps les maîtres. Le département de Routschouk compte 147.000 habitants de nationalité turque. Ils sont 125.000 dans le département voisin de Choumla, 83.000 dans celui de Varna, 33.000 dans celui de Bourgas. On peut dire que toute la région comprise entre le Danube en aval de Roustchouk, la Mer Noire et l'extrémité orientale de l'ancienne frontière ottomane est une terre turque de sujétion bulgare. Les musulmans de Bulgarie ne sont pas moins intéressants que les Bulgares naguère encore sujets du sultan. Deux vieilles cités où le prophète compte encore maint adepte, Tutrakan et Silistrie, se mirent dans le grand fleuve entre Roustchouck et la Dobroudja roumaine. La population turque de sujétion bulgare était, le 1^{er} décembre 1905, de 488.000 âmes, un demi-million en chiffres ronds. A la même date, 29.000 sujets ottomans étaient fixés dans le royaume. Les musulmans forment le *sixième* de la population totale.

Ils sont représentés au Sobranié. Les départements de Plevna, de Philippopoli, d'Eski-Zagra, de Tirnovo, comptent, eux aussi, un nombre assez considérable de musulmans. Comme Roustchouk, Philippopoli a conservé une physionomie assez nettement turque. En dehors de ses mosquées, elle n'a rien à montrer d'intéressant. A l'encontre de cette rivale, Sofia est très banalement européenne. Elle n'a conservé que deux mosquées : encore l'une a-t-elle été transformée en musée d'antiquités. Cette capitale n'a retenu que 208 musulmans. Par contre, les juifs, en majorité d'origine portugaise, y sont 7.000 et les Tsiganes de 1.000 à 1.100.

Les Turcs de Bulgarie sont soumis au même régime que les autres sujets du royaume. Ils sont censément au bénéfice des mêmes droits civils et politiques. En dehors de leurs quinze sièges au Sobranié, ils occupent des emplois dans l'administration. Pendant vingt ans, ils furent astreints au service militaire. Le gouvernement s'étant avisé du danger que cela créerait en cas de guerre avec la Turquie, en a remplacé l'obligation par un impôt sur la fortune.

De toute cette population, les Pomaks forment la partie la plus intéressante. Ce sont des Bulgares passés à l'islam, des montagnards fort rudes, auxquels leurs congénères ont fait une réputation de fanatisme. Les Pomaks ont conservé l'usage de la langue bulgare. Groupés surtout dans le district de Kardjali (Bulgarie du Sud), ils ne dépassaient pas le chiffre de 30.000 avant la guerre et n'y atteignent certainement plus aujourd'hui — et pour cause. Les musulmans bulgares conservent, cela va sans dire, d'étroits rapports avec Stamboul. Le mufti de Sofia est un assez grand personnage dans l'islam. Les écoles primaires turques du royaume de Bulgarie sont au nombre total de 957 : 25 de garçons, 15 de filles, 917 mixtes, Elles sont fréquentées par 45.583

élèves, dont plus de 20.000 filles. Elles emploient 1.033 instituteurs et 37 institutrices (un maître pour 40 élèves et 504 habitants). Les écoles bulgares musulmanes (Pomaks) ont coûté aux communes 7.255 francs pour l'année scolaire 1902-03 ; la même année, les écoles turques ont coûté 27.870 francs à l'État et 230.576 francs aux communes. Par sa rive droite, le Danube est encore presque un fleuve musulman ; la rive gauche ne montre pas la moindre mosquée. Les Turcs, maîtres dès 1391 de la Valachie, en avaient abandonné le gouvernement aux hospodars phanariotes et n'y établirent jamais de colonies. La Bulgarie, au contraire, a fait partie intégrante de l'Empire jusqu'en 1878. En aval de Silistrie, la rive droite, elle aussi, devient roumaine. Les musulmans forment la plus grande partie de la population de la Dobroudja. On y voit surtout un très grand nombre de Tatars. Non loin de Braïla, Matschin mire deux mosquées dans le Danube près de se perdre dans le Pont Euxin. Les musulmans de Roumanie sont astreints au service militaire. Ils forment des corps particuliers.

Ce n'est pas seulement dans les parages du Danube que la diplomatie européenne, souvent si maladroite dans ses adjudications de villes et de territoires, a livré au giaour des régions entièrement musulmanes. La plaine de Thessalie ou Bajesid Yildirim parut dès 1397, fut autrefois peuplée de Turcs. Tricala et Larissa étaient, il n'y a pas très longtemps, des villes turques.

Sur l'emplacement de l'ancienne Larisse, ressuscitée depuis moins d'un siècle, les Osmanlis ont fondé Yeni-shéhîr (Ville-neuve). Les vingt-sept minarets de ses mosquées, dont trois seulement ont conservé leur affectation religieuse, attestent l'importance qu'elle eut jadis. Les traces d'Islam ne sont pas introuvables dans le reste de la Grèce. Certaines localités du Péloponèse même ont conservé leur nom turc (Alaï-Bey,

Derwiche-Tchélebi, Ali-Tchélebi, Dédé-Bey). Au fond de son *bazar*, Athènes conserve une vieille petite mosquée dans l'abandon. Les Turcs de Grèce ont émigré dans une bien plus forte proportion que ceux de Bulgarie et n'y ont jamais été si nombreux. Faut-il en tirer une conclusion particulière ? Notons seulement d'une façon générale qu'en pays chrétien la vie paraît tout juste tolérable aux musulmans, alors que les chrétiens s'arrangent tout de même assez bien en pays musulman et notamment en Turquie. L'attitude des Grecs du royaume à l'égard de leurs compatriotes mahométans a souvent varié. D'abord, l'émigration des pauvres mohadjirs fut sans doute favorisée car la Thessalie se transformait en un désert... Le gouvernement retourna alors ses batteries. Il se fit le protecteur des mosquées et des *evkaf*, si bien que quelques Turcs nostalgiques se hasardèrent à repasser la frontière. Les Thessaliens *hétérogènes* furent représentés au Parlement. L'Université d'Athènes enseigna la langue turque et le droit musulman. Cependant l'émigration a repris depuis longtemps. Les derniers fils des anciens maîtres auront, dans un avenir rapproché, quitté tous les campagnes natales. Le même triste phénomène de régression va s'observer en Macédoine si les Turcs n'y conservent pas une liberté parfaite et quelque ombre d'indépendance. C'est le rôle et le devoir de l'Europe de leur faire accorder l'une et l'autre.

Il y a de trente-trois à trente-quatre mille Crétois musulmans. On compte parmi eux le reliquat de l'ancienne population turque mais pour la plupart ils sont grecs de race et de langue. La haine que leur vouent les orthodoxes s'en accroît encore. Les Grecs islamisés se rencontrent ailleurs, notamment dans les districts macédoniens de Grevena et d'Anaselitza et dans les campagnes de Brousse. En 1881, on comptait en Crète un musulman sur quatre habitants.

Aujourd'hui, la proportion n'est plus même d'un sur dix. (1)

Le Monténégro compte, lui aussi, parmi ses sujets un petit nombre de musulmans albanais. Ils sont représentés à la Skouptchina minuscule de Cettigné. Les *Skiptars* n'ont cessé de protester contre la cession — aux termes du traité de Berlin — de districts albanais à la Tchernagore.

Nous terminerons notre court voyage à travers les Balkans par la Bosnie-Herzégovine. Les *Moslims* n'y représentent pas moins du 40 0/0 de la population totale. Ils ne sont pas comme en Bulgarie et en Grèce des *hétérogènes*, un État dans l'État. Serbes de race et de langue, ils font corps avec le reste du pays dont ils forment la classe riche et cultivée. (2) Hors des Serbes (musulmans, orthodoxes ou catholiques) on ne trouve en Bosnie que des colons allemands de venue récente, un petit nombre de Turcs et 70.000 Spanioles. Le maire de Bosna-Seraï est musulman. Avant l'annexion, le pays était activement travaillé par la Congrégation de la propagande et par son agent, l'entreprenant archevêque de Saraïevo. L'accueil glacial que l'empereur François-Joseph fit à l'officieux pasteur, lors de son voyage à travers son nouveau royaume, a marqué une orientation nouvelle. Les musulmans jouissent de tous les droits des autres Autrichiens. Ils peuvent s'établir à leur gré dans toute l'étendue de la monarchie et sont sollicités de toutes façons à ne pas abandonner leur patrie. Malgré tout, l'émigration persiste. Elle n'a pas cessé depuis 1878. Des quartiers entiers de Brousse sont peuplés de ces malheureux mohadjirs. Rien ne paraît plus triste et n'est plus respectable que cet exil qu'aucune nécessité matérielle ne dicte. « Nous partons parce que nous ne pouvons plus marier nos filles » disait à

(1) Il n'y a jamais de conversions; les musulmans partent. Il y en a beaucoup à Smyrne.

(2) Ils étaient 548.000 en 1895.

Victor Bérard un Turc de Larissa. Les filles des Turcs sont belles mais le Koran ne permet pas de les marier aux infidèles. C'est ainsi. Telle était, avant la guerre, la situation de l'islam européen hors de Turquie. Ses effectifs se sont pour un temps accrus. Il y a lieu de croire qu'il ne se maintiendra pas longtemps dans cette situation. Il faudrait trouver moyen de le retenir. Avec lui, c'est beaucoup de force, de vieilles traditions, de probité et de couleur qui délaissent notre continent. Il faudrait enrayer l'exil en combattant les causes. Inutile de dire que l'initiative ne viendra ni d'Athènes ni de Sofia. Encore une fois, le rôle de l'Europe est d'examiner si, dans certains cas, la situation des musulmans n'est pas telle — en dépit de toutes les constitutions du monde — que l'abandon même des foyers ne lui soit préférable. Quand je pense à ce qu'est la capitale de la Bulgarie j'imagine ce que les chrétiens orientaux pourraient faire d'Andrinople et de Stamboul. Et je souhaite de ne le pas voir.

H. DE ZIEGLER.

Engagements et constitutions violés

A : *FINLANDE*

A Viborg

Les lecteurs de ces *Cahiers* savent avec quel intérêt j'ai suivi de loin la grave affaire de Viborg ; (1) or, les vacances de Pâques viennent de me permettre d'aller faire une enquête sur place et de vivre, en quelque sorte, ces dramatiques événements. Je voudrais essayer de faire passer chez tous nos amis de la Ligue quelque chose des émotions que j'ai ressenties.

C'était la première fois que j'allais en Finlande, bien que de chères amitiés vieilles déjà d'une dizaine d'années m'aient rendu ce pays si sympathique et m'aient attaché depuis longtemps à sa cause ; aussi ce n'est pas sans être profondément troublé que je saluai les premières côtes de cette « terre infortunée ». C'était par un clair matin de mars, sur le bateau qui m'amenait de Stockholm et qui, pour avancer, devait encore couper les glaces de la mer. Nous étions dans l'archipel d'Abo aux innombrables îles et îlots

(1) Voir les cahiers 1 et 4.

couverts de sapins; la côte, comme les îles elles-mêmes, disparaissait sous une épaisse couche de neige.

Emporté dans le train qui me conduisit ensuite en quelques heures d'Abo à Helsingfors, je voyais se dérouler sous mes yeux cette immense manteau blanc, drapé sur des collines, bordé du noir des sapins et de l'argent des bouleaux, ceinturé de la glace des lacs, parsemé des taches rouges des maisonnettes, tout illuminé parfois des reflets changeants d'un ciel ensoleillé, et la Finlande m'apparaissait ainsi dans toute sa beauté hivernale, sévère et mélancolique sans doute, mais harmonieuse et prenante.

Je me rappelais alors, avec émotion, les beaux vers dans lesquels Runeberg, le grand poète finlandais, a chanté son pays et qui sont devenus l'hymne national.

C'est ici, sur ce sol, sur cette pauvre terre,
Au temps de la clarté, comme au temps du déclin,
Au soir désespéré comme à l'aube enivrante
Que l'âme finlandaise a, joyeuse ou souffrante,
Vaillamment supporté le poids de son destin...

Après quelques jours passés dans la capitale, je me rendis à Viborg, qui se trouve, on le sait, au fond du golfe de Finlande, à deux heures et demie au nord de Saint-Pétersbourg. Sa situation fait que cette ville a souvent servi de théâtre aux luttes entre les empires de Russie et de Suède et qu'elles a subi des vicissitudes diverses et tragiques.

L'origine de la ville est le château fort que l'on y voit encore et qui fut construit en 1293 par le prince suédois Torkel Knutsson pendant sa croisade contre les Caréliens, pour protéger l'Ouest contre l'Est. Depuis et pendant des siècles, Viborg fut la clef de la Finlande.

Cette forteresse, défendue par les puissantes troupes suédoises, résista bien souvent aux tentatives des Russes pour

prendre pied dans le pays, mais avec le tzar Pierre-le-Grand le sort des armes changea. On sait qu'en 1700, Charles XII fut attaqué par la Russie, la Pologne et le Danemark et que cette longue guerre de vingt ans se termina par la chute de la domination suédoise dans la Baltique. Le 30 juin 1710, après une résistance désespérée, Viborg, décimée par le feu et par la famine, dut se rendre à l'armée que commandait le tzar en personne et, à la conclusion de la paix, en 1721, elle restait acquise à la Russie, ainsi qu'une portion du sud-est de la Finlande. En 1743, à la suite de nouvelles défaites suédoises, cette portion s'étendit encore jusqu'au fleuve Kymmene.

Sous la domination russe, Viborg et le territoire que l'on appela l'*Ancienne Finlande* tomba dans une complète décadence, en particulier par l'introduction dans cette région du système russe des fiefs. Pierre I^{er} et ses successeurs firent en effet cadeau à leurs courtisans de terres considérables en violant les droits de propriété et la liberté personnelle des paysans.

Lorsqu'en 1809, après la débâcle complète de la Suède, Alexandre I^{er} devint grand-duc de Finlande, il sut heureusement ne pas imiter ses prédécesseurs. Non seulement il assura aux Finlandais le maintien de leurs lois constitutionnelles, mais il voulut, selon ses propres expressions, *rendre une existence protégée par la loi à leurs pauvres compatriotes de l'Ancienne Finlande dont la situation était de nature à effrayer les habitants de la Nouvelle Finlande*. Par un manifeste impérial du 31 décembre 1811, Viborg et le sud-est de la Finlande furent de nouveau rattachés au grand-duché et bénéficièrent de son régime autonome.

L'État finlandais racheta alors les biens de donation et les rendit aux descendants des propriétaires originaires en leur laissant de longs délais pour amortir le prix d'achat. Grâce

à cette mesure et au rétablissement des institutions finlandaises, l'ancienne Finlande est redevenue prospère. Quant à la ville de Viborg elle-même, si, au point de vue militaire, elle reste une forteresse russe, elle est redevenue, au point de vue de la culture générale et des libertés constitutionnelles, la sentinelle avancée de la Finlande.

En dehors des troupes impériales, elle n'a conservé de l'ancienne domination qu'un certain aspect extérieur de ville russe. C'est maintenant une cité de près de 40.000 âmes qui se développe rapidement au point de vue économique, grâce à la proximité de puissantes chutes d'eau que l'industrie emploie de plus en plus et grâce à sa situation sur le canal qui relie le lac Saïma au golfe de Finlande. Le fait qu'elle est la capitale d'une des huit provinces et le siège d'une des trois cours d'appel du pays lui ajoute d'autant plus d'importance encore. Quatrième ville de Finlande par le nombre, elle en est bien la seconde par sa situation générale.

Tout cela, me semble-t-il, permet de mieux comprendre les origines et la gravité des événements de Viborg et leur répercussion dans tout le pays : c'est en quelque sorte par atavisme que les Russes ont dirigé leurs nouvelles attaques sur Viborg, et les magistrats de cette ville sont les modernes mais toujours vaillants défenseurs de l'antique rempart de la Finlande constitutionnelle.

En arrivant en gare de Viborg, je ne pouvais m'empêcher de penser à la scène émouvante qui s'y était passée, le 29 septembre dernier, lorsqu'au départ pour Saint-Petersbourg du premier magistrat emprisonné, M. Lagercrantz, des milliers de ses concitoyens l'avaient magnifiquement salué par le chant spontané du cantique de Luther : « C'est un rempart que notre Dieu ! » Mais chaque pas que j'allais faire dans cette ville devait faire revivre, dans mon esprit

et dans mon cœur, les événements que j'ai racontés en leur temps.

Les amis qui m'attendaient à la gare (deux des membres de la Cour condamnés, MM. Karl Söderhjelm et Akesson) me conduisirent dans un hôtel qui s'appelait « Karelia », de l'ancien nom de la province. Là j'eus la surprise de constater que la directrice était M^{me} Lucander, la femme très distinguée de l'assesseur, également condamné, du bourgmestre de Viborg (1). M. Lucander avait été colonel dans l'armée finlandaise; au moment des premières mesures anticonstitutionnelles du gouvernement russe, il donna sa démission, et maintenant, en prévision des nouvelles vexations et des emprisonnements à subir, sa femme a pris cette sorte d'hôtel pour faire face en tout cas aux besoins de la famille; M^{me} Lucander remplit d'ailleurs ces modestes et très absorbantes fonctions avec une bonne grâce charmante.

Pendant mon séjour à Viborg, M. Lucander était sous le coup de deux condamnations définitives à deux mois de prison et deux ans d'interdiction de toutes fonctions publiques, car il avait refusé de faire appel devant la Cour de Saint-Pétersbourg, dont il ne voulait pas reconnaître la compétence; il s'attendait donc à être arrêté d'un jour à l'autre, et je dois dire que cela ne changeait rien à sa bonne humeur. Depuis, sa fille m'a écrit, non sans émotion, qu'il a été emmené le 2 avril à Saint-Pétersbourg d'une façon assez brutale, puisque la police est venue le prendre seulement quelques minutes avant le départ du train; M^{me} Lucander ne pourra voir son mari en prison qu'une fois par mois.

Un de mes premiers soins, à Viborg, a été de visiter la Cour d'Appel avec un double intérêt de juriste et d'ami de la Finlande. Si son organisation est bien différente de la

(1) Voir notre article du Cahier n° 4.

nôtre, puisqu'il n'y a pas d'audience publique et que tout se fait par procédure écrite, elle ne m'en a pas moins laissé l'impression d'une institution de haute tenue. Cette Cour se subdivise, comme les nôtres, en plusieurs chambres, mais c'est en séance plénière qu'elle a rendu son arrêt concernant l'emprisonnement illégal de M. Lagercrantz, chacun de ses membres tenant à prendre sa part de responsabilité, et c'est pourquoi toute la Cour a été poursuivie et condamnée, on le sait, à seize mois de prison et à dix ans d'interdiction de toutes fonctions publiques.

J'ai eu l'occasion de rencontrer, à plusieurs reprises, presque tous les membres de la Cour qui se trouvaient alors à Viborg, en attendant leur arrestation, et je dirai en passant que mes rapports avec eux ont été facilités par le fait que plusieurs d'entre eux parlent parfaitement le français. Je les ai trouvés aussi simples que distingués, et parlant de ce qu'ils ont fait et de ce qui les attend comme de la chose la plus naturelle du monde. Et cependant, non seulement c'est une situation enviée qu'ils perdent, mais presque tous ont des enfants et des charges de famille inquiétantes : pour quelques-uns, l'âge ou la maladie rend plus grave encore la perspective de leur emprisonnement.

Je ne puis pas ici citer de cas particulier, mais on me permettra cependant de faire exception pour le doyen de ces magistrats, avec lequel je me suis entretenu, M. Homen. Ce conseiller, qui a soixante-cinq ans, était arrivé, peu avant cette affaire, à l'âge de la retraite, et tous ses amis, même les plus patriotes, lui conseillèrent de se retirer pour ne pas être mêlé aux événements à venir ; mais il refusa cette retraite qui lui était due pour prendre sa part de responsabilité dans les actes de la Cour. Il a ainsi non seulement affronté la prison, mais renoncé au pain assuré de sa vieillesse !

Et la prison qui guette ces honorables conseillers leur réserve le régime le plus odieux. Si le régime politique de nos prisons est déjà dur à supporter, que dire du régime russe de droit commun que l'on impose à ces hauts magistrats coupables seulement d'avoir jugé selon leur conscience ? J'ai eu l'honneur d'être reçu par M^{me} Nordgren, la femme du conseiller qui est en prison depuis le début des poursuites parce qu'il n'a pas voulu de cette faveur qu'est la liberté provisoire sous caution, et elle m'a raconté tout ce dont son mari a à souffrir. Les cellules sont étroites, sombres, d'une saleté repoussante ; la literie est dans un tel état qu'il est presque impossible de goûter d'un moment de repos ; M. Nordgren est obligé de porter la tenue habituelle des prisonniers et il ne peut se promener dans une petite cour qu'en compagnie des condamnés de droit commun, dont plusieurs sont couverts de chaînes. Par contre, il n'a pas le droit de voir les autres condamnés finlandais qui se trouvent dans la même prison et qui subissent le même régime. Sa correspondance avec le dehors, les visites qu'il peut recevoir sont soumises à l'arbitraire du directeur, dont il faut escompter les bonnes grâces. Lorsque sa femme vient le voir, elle ne peut lui parler qu'à travers un double grillage ; bref, toutes les rigueurs du régime criminel avec, en plus, la saleté et le gâchis russes.

M^{me} Nordgren me racontait tout cela les larmes pleines les yeux, mais courageuse quand même, et termina en me disant : « Malgré tout, nous sommes heureux et pleins d'enthousiasme, mon mari et moi, et mes enfants sont fiers de leur père ! » Et ce bel enthousiasme, je l'ai trouvé chez une autre femme, mère aussi, dont le mari est condamné (M. Karl Söderhjelm), dont le frère (M. Brunou) et le beau-frère (M. Nordgren) sont en prison depuis plusieurs mois, et qui compte encore un ou deux parents parmi les condamnés.

J'ai reçu à Viborg, auprès de ces hommes et de ces femmes si simplement courageux, si pleins de bonne grâce et d'entrain malgré tout, la plus forte leçon d'énergie qui m'ait jamais été donnée ; quelle force morale il faut avoir en soi pour donner à ses actes les plus désintéressés, les plus nobles et les plus rares presque l'allure de la banalité !

Le gouvernement russe, de son côté, continue à traiter les magistrats finlandais avec la dernière rigueur. On sait qu'à l'occasion du Jubilé des Romanoff, l'empereur a signé une amnistie générale et vraiment assez libérale dans certains cas, mais sauf bien entendu en ce qui concerne les Finlandais. Alors qu'une quantité énorme de prisonniers ont été libérés, ceux-ci ne voient leur peine diminuer que du tiers et cela en vertu des mêmes articles de l'oukase que celui qui vise les pires criminels, auxquels les conseillers de Viborg sont ainsi assimilés une fois de plus. (Article XVIII, alinéa 12 de l'oukase impérial du 21 février/6 mars 1913).

D'autre part, précisément pendant que je me trouvais à Viborg, les membres de la Cour ont fait appel du jugement du tribunal de Saint-Pétersbourg ; nous donnons plus loin le texte de cet appel, dont on appréciera la ferme dignité et la haute valeur juridique. Cet acte avait été fait dans les délais légaux de quinzaine, le 21 mars, le jugement ayant été signifié aux condamnés le 7 du même mois ; c'est de cette façon qu'avaient toujours procédé, pendant toute leur carrière, les avocats russes qui défendent les Finlandais. Mais pour ceux-ci on prétend inaugurer une procédure absolument nouvelle en faisant courir les délais de la date du jugement et non de celle de la signification ; on a donc rejeté leur appel comme tardif. Ce n'est plus seulement le droit finlandais ou le droit lui-même que violent les autorités de Saint-Pétersbourg, mais aussi le droit russe, prouvant ainsi, d'une façon éclatante, qu'ils sont toujours restés en dehors

de tout droit. Les avocats des Finlandais ont fait appel de cette nouvelle iniquité, qui tient autant du ridicule que de l'odieux. Qu'en résultera-t-il? Peut-être encore quelques délais, mais nos amis de Viborg m'écrivent que leurs préparatifs sont faits pour partir d'un jour à l'autre en prison.

L'antique forteresse de Viborg est tombée sous Pierre-le-Grand, mais Viborg s'est relevée et est redevenue libre; quand bien même les modernes défenseurs de la forteresse idéale de la Finlande devraient connaître, *ce que je ne crois certes pas*, les pires défaites, le passé leur assure le plus ferme espoir pour l'avenir et, de nos jours, les temps vont vite!

JEAN-JACQUES CASPAR.

Appel de la Cour de Viborg à la Chambre de justice de Saint-Pétersbourg

Le préfet de police de la ville de Viborg, M. Vilho Pekonen, a, le 4 septembre dernier, sur l'avis de M. Sereda, juge d'instruction près le Tribunal du district de Saint-Pétersbourg, fait écrouer à la prison de la province de Viborg M. Brutus Lagercrantz inculpé d'avoir, en qualité de conseiller *ad interim* à la Chambre municipale de Viborg, commis un délit qualifié de résistance à l'application de la loi russe du 20 janvier (2 février) 1912, « concernant l'égalisation des droits des sujets russes avec ceux des citoyens finlandais ».

M. Lagercrantz a porté plainte le lendemain et a demandé à la Cour d'appel impériale de Viborg de mettre M. Pekonen en accusation, cette mesure ayant été prise sans fondement légal, ainsi que d'ordonner la mise en liberté immédiate du demandeur.

Attendu que l'arrestation du sieur Lagercrantz n'était jus-

tifiée par aucun des motifs prévus par la loi du 19 décembre 1889 concernant l'application du nouveau code pénal pour le Grand Duché de Finlande, la Cour d'appel impériale a ce même jour chargé le Procureur à la Cour d'appel de prendre toutes les mesures que l'affaire pourrait comporter et a ordonné la mise en liberté immédiate du sieur Lagercrantz.

La Cour a, par lettre datée du 6 septembre 1912, chargé le gouverneur de la province de Viborg d'exécuter cet arrêt. Le Gouverneur de la dite province, M. von Pfaler ayant, par lettre datée du 7 septembre 1912, refusé d'exécuter l'arrêt de la Cour d'appel et le sieur Lagercrantz ayant à la suite de ce refus demandé la mise en accusation du gouverneur von Pfaler, la Cour a, le 9 du même mois, en session plénière, décidé de porter respectueusement à la connaissance de Sa Majesté Impériale l'atteinte portée par le dit refus de M. von Pfaler à la marche normale de l'administration judiciaire et elle a chargé le Procureur de la Cour de prendre les mesures que les circonstances pourraient justifier.

Prétextant que nous soussignés, membres ordinaires et adjoints de la Cour d'appel impériale de Viborg, avons pris part aux dites décisions de la Cour, à savoir, nous : Elfvingren, Brunou, Forsman, Fagerström, Lilius, Andersson, Nylén, Lindberg, Saxen, Söderhjelm, Clouberg, Boisman, Neovius et Selin aux décisions des 5 et 9 septembre 1912, et nous Homen, Gadd, Broms, Akesson, Stenius et Wikberg seulement à celle prise le 9 septembre et qu'en ce faisant, nous nous sommes rendus coupables d'un crime commis dans l'exercice de nos fonctions et qualifié d'opposition volontaire à l'application de la loi russe ci-dessus citée du 20 janvier (2 février) 1912, le Procureur près le Tribunal du district de Saint-Petersbourg nous a inculpés du crime prévu par les articles 13 et 1423 du Code pénal russe.

A l'interrogatoire que M. Yourgevitich, juge d'instruction

près ledit Tribunal, a voulu nous faire subir à Saint-Pétersbourg où nous avons été conduits de force, nous avons, en invoquant les lois en vigueur en Finlande, démontré que seul le tribunal compétent en Finlande pourrait connaître des accusations portées contre nous pour des actes commis dans l'exercice de nos fonctions et que, par conséquent, ces actes ne sont pas de la juridiction des tribunaux russes. Il a cependant été porté à notre connaissance que le Tribunal du district de Saint-Pétersbourg a néanmoins, le 17 (27) janvier 1913, procédé à l'examen des accusations portées contre nous, et nous a par jugement daté du 28 janvier (10 février) 1913 condamnés à la peine la plus sévère prévue par l'article 1423¹ du Code pénal russe.

Pour les raisons que nous avons invoquées devant le juge d'instruction, M. Yourgevitich, nous ne pouvons pas reconnaître que le jugement du tribunal du district de Saint-Pétersbourg soit légalement valable. Mais attendu que le procédé du tribunal du district non seulement viole des droits qui nous appartiennent en notre qualité de citoyens et de fonctionnaires finlandais, mais en même temps constitue un empiètement illégal sur des droits d'ordre général assurés à notre administration judiciaire, nous avons cru de notre devoir de protester par les présentes devant la Chambre de justice pour lui donner ainsi l'occasion d'annuler le jugement illégal et d'empêcher la violation de droit que constitue l'empiètement du tribunal russe sur l'administration judiciaire finlandaise dont l'inviolabilité est garantie par la constitution du Grand Duché et jusqu'ici a toujours été respectée par les autorités de l'Empire.

Les raisons juridiques que nous invoquons pour contester la compétence du tribunal du district de connaître des accusations portées contre nous sont les suivantes :

Comme il a été exposé ci-dessus, nous avons pris les

mesures pour lesquelles nous sommes poursuivis dans l'exercice de nos fonctions de membres de la Cour d'appel impériale de Viborg et si elles étaient délictueuses elles constitueraient par conséquent des délits commis en Finlande. D'après les règles générales de l'instruction criminelle, les crimes et délits commis dans l'exercice d'une charge publique peuvent être punis uniquement dans le pays au service duquel l'inculpé occupe cette charge. Nous ne sommes par conséquent pas obligés de répondre des dites mesures devant un tribunal russe, mais avons le droit d'être jugés par le tribunal compétent en Finlande pour tous les actes que nous avons commis en notre qualité de juges et fonctionnaires finlandais. Et ce droit nous est garanti aussi bien par la constitution de la Finlande que par d'autres lois du pays qui assurent à tout citoyen finlandais le droit d'être jugé par le tribunal dans le ressort duquel il se trouve suivant la loi finlandaise. A l'appui de ce qui précède, nous citons l'article 16 de la Forme de gouvernement du 21 août 1772, le chapitre 10, article 21, 1^{er} alinéa, du Code de procédure du Code général de 1734, ainsi que le chapitre 1, article 1, 1^{er} alinéa et article 3 du Code pénal pour le Grand Duché de Finlande, de 1889.

On a peut-être supposé que la constitution de la Finlande a été modifiée par la loi votée par la Douma d'Empire et le Conseil d'Empire sur la procédure à suivre pour l'élaboration de lois générales d'empire concernant la Finlande, loi sanctionnée par le Souverain le 17 (30) juin 1910, et que pour cette raison la loi russe promulguée selon cette procédure le 20 janvier (2 février) 1912, et en vertu de laquelle le procès nous a été intenté, aurait force de loi en Finlande.

Ceux qui supposent cela ont oublié que les dites lois russes n'ayant pas été votées suivant la procédure législative fixée par la constitution de la Finlande, n'ont pas force de

loi en Finlande. A ce propos nous nous permettons de noter ce qui suit :

C'est un fait historique incontestable que les lois fondamentales sanctionnées par les souverains suédois, qui à l'époque de réunion de la Finlande à la Russie, étaient en vigueur en Suède et en Finlande, furent confirmées comme lois fondamentales de la Finlande par l'empereur Alexandre I^{er} dans son manifeste du 15/27 mars 1809. Quand deux jours plus tard, le 17 (29) mars les États de Finlande acclamèrent l'Empereur de Russie comme Grand duc de Finlande, il était donc déjà établi que dans son union avec la Russie la Finlande serait gouvernée d'après sa propre constitution qui lui assure l'autonomie quant à la législation, l'administration et l'organisation judiciaire. Sans doute, dans cette nouvelle situation politique, les stipulations de la « Forme de gouvernement » concernant l'ordre de succession au trône et d'autres questions qui s'y rattachent ne pouvaient rester en vigueur en Finlande. Toutes ces questions sont réglées par la législation de l'Empire. Et il ressort d'autres actes officiels de 1809 que la politique extérieure et la direction stratégique de la défense nationale ont depuis le commencement de l'union été du ressort des administrations gouvernementales de l'Empire. Ces questions sont par conséquent en dehors de la compétence de la législation et de l'administration finlandaises. Mais pour tout le reste, l'exercice du pouvoir d'état en Finlande est réglé par les propres lois du pays. Les lois fondamentales finlandaises ne furent pas confirmées sous condition que des lois destinées à être appliquées en Finlande, comme touchant aux intérêts de la Russie ou considérées comme étant « d'un intérêt général d'empire », pourraient être élaborées suivant une procédure législative autre que celle fixée par la constitution de la Finlande. Et rien ne pouvait

motiver une telle réserve, étant donné que toute violation des intérêts russes est exclue par le fait qu'aucune loi votée par la Diète ne peut entrer en vigueur sans la sanction du souverain qui, du reste, d'après la constitution finlandaise, a un droit très étendu de légiférer par voie administrative et peut, par conséquent, sans le concours de la Diète, régler de nombreuses questions législatives conformément aux intérêts russes.

L'autonomie législative de la Finlande a, jusqu'à ces derniers temps, toujours été respectée, mais la promulgation de ladite loi russe « sur la procédure à suivre pour la création de lois générales d'empire concernant la Finlande » marque le commencement d'un nouveau régime. Le but de cette loi est d'enlever à la Diète de Finlande, dans de nombreuses questions législatives, souvent de grande importance, le droit de décision, pour le conférer au Conseil d'Empire et à la Douma d'Empire. Et le droit d'initiative et de sanction n'appartiendrait plus, d'après cette même loi, à l'Empereur, en qualité de Grand Duc de Finlande, mais serait exercé par l'Empereur en qualité de souverain de la Russie, et toutes les affaires lui seraient rapportées par les ministres russes. En d'autres termes, on veut, sur une vaste échelle, priver le peuple finlandais du droit sacré et séculaire d'être gouverné d'après ses lois pour lui imposer, à leur place, des lois promulguées par le pouvoir législatif de l'Empire.

Il est évident qu'une telle modification de la procédure fixée par la Constitution pour l'élaboration de lois destinées à être appliquées en Finlande, ne peut être réalisée sans le consentement de la Diète finlandaise.

Les articles 40 et 41 de la Forme de gouvernement de 1772 stipulent que le souverain ne peut faire aucune nouvelle loi ni en abroger une existante sans le consentement de la

représentation nationale, et que celle-ci ne pourrait abroger aucune loi existante ni en faire aucune nouvelle sans le consentement du souverain. Les articles 29, 30, 57 et 75 de la loi organique de la Diète du 20 juillet (2 août) 1906 fixent les règles générales de la procédure législative, tandis que les articles 29 et 60 contiennent des stipulations spéciales concernant la procédure à suivre pour l'élaboration, la modification, l'interprétation et l'abrogation d'une loi fondamentale ; aucun acte législatif, en dehors du domaine des ordonnances ayant force de loi promulguées par voie administrative, n'est valable en Finlande s'il n'a été élaboré conformément à ces stipulations des lois fondamentales. Ceci est une condition absolue. Quant aux ordonnances elles-mêmes, elles doivent, d'après les lois fondamentales et d'autres lois basées sur celles-ci, être promulguées suivant la procédure stipulée pour préparer les affaires finlandaises et les soumettre au souverain.

Le dernier article, l'article 80 de la loi organique de la Diète de 1906 stipule ce qui suit : « La présente loi organique de la Diète... constituera, dans toutes ses parties, une loi constitutionnelle inviolable jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou abrogée par la décision unanime du souverain et de la Diète de Finlande. »

D'après la loi russe du 17 (30) juin 1910, des lois pour la Finlande pourraient, pour les matières énumérées dans cette loi, être créées suivant une autre procédure que celle fixée par la loi organique de la Diète. Elle comporte donc une modification de cette loi constitutionnelle finlandaise. Mais cette modification n'ayant pas été réalisée par « la décision unanime du souverain et de la Diète de Finlande » n'est pas juridiquement valable. Et pour cette même raison des lois promulguées suivant la procédure législative fixée par cette loi russe ne peuvent juridiquement obliger les autorités

finlandaises ou les habitants de la Finlande. Les stipulations se rapportant au droit pénal et au Code d'instruction criminelle contenues dans la loi russe du 20 janvier (2 février) 1912 n'ont donc pas pu modifier les dispositions des lois fondamentales du Code pénal et du Code de procédure finlandais.

Par ce qui précède, nous croyons avoir prouvé d'une manière irréfutable que le pouvoir législatif russe a, par la promulgation de la loi du 17 (30) juin 1910 empiété sur le domaine de la législation finlandaise. Et à notre avis, il doit résulter de cette constatation que les tribunaux russes doivent s'abstenir d'appliquer le pouvoir extraordinaire qui leur a été attribué par la loi russe du 20 janvier (2 février) 1912, promulguée en vertu de la dite loi.

En nous appuyant sur tout ce que nous avons eu l'honneur d'exposer ci-dessus, nous attendons que la Chambre de Justice déclare que le tribunal du district de Saint-Petersbourg n'avait pas de compétence légale pour connaître des accusations portées contre nous, et que, par conséquent, elle annule le jugement rendu par ce tribunal.

Viborg, le 21 mars 1913.

B : *EN ARMÉNIE*

Nos prévisions se justifient. Tandis que dans la Grande Arménie la population souffre des violences kurdes et jette l'alarme à l'approche des « *mohadjirs* » (émigrés turcs), des milliers de soldats prisonniers musulmans vont, suivant l'ordre du gouvernement central, se diriger vers les côtes

de Cilicie et s'installer dans le vilayet d'Adana. Ces soldats sont pires que les vrais *mohadjirs*. Une fois arrivés en Cilicie, il sera bien difficile d'exercer un contrôle sur eux. La province turque, surtout celle habitée par les Arméniens, est la proie de l'anarchie. La grande masse musulmane, les autorités elles-mêmes sont encore réfractaires à la discipline constitutionnelle, et si des troubles éclataient dans ces lointaines régions, le gouvernement central aurait grand'peine à imposer son autorité aux fonctionnaires locaux.

Ce qui est particulièrement grave, c'est qu'en Cilicie les rapports entre musulmans et chrétiens sont extrêmement tendus à l'heure actuelle. Il suffit d'un rien pour que l'incendie éclate. On sait que c'est la région la plus tourmentée et la plus travaillée par le fanatisme musulman et par l'idée réactionnaire. Et l'on se demande avec inquiétude à quel mobile a obéi le gouvernement turc, en expédiant dans le vilayet d'Adana cette cohue de soldats vaincus, les cœurs pleins d'amertume, de haine, de « *guiavour* » et de sentiment de vengeance...

Le télégraphe a annoncé que c'est sur les instances du gouvernement allemand que la Porte a décidé de diriger ce dangereux courant vers Cilicie. En présence de ce fait, une hypothèse a couru dans les cercles arméniens. On a pensé que l'Allemagne voudrait peut-être susciter des troubles en Cilicie (qu'elle considère comme sa sphère d'influence), afin d'intervenir et de réaliser ses projets de conquête. Cette thèse est, d'ailleurs, fort invraisemblable.

De toute façon, le cabinet Chevket joue gros jeu. Il a envoyé, d'autre part, des instructions dans d'autres vilayets arméniens, notamment à Van, pour qu'on place immédiatement les nombreux fonctionnaires turcs sans travail, venant de Macédoine et de Thrace. Ce serait encore au détriment des indigènes.

Nous n'avons pas à énumérer ici les attentats multiples qui sont commis journellement par les Kurdes ou la soldatesque contre la vie, les biens et l'honneur des habitants arméniens. C'est pour ainsi dire *l'état normal* en Arménie.

Que fait le gouvernement turc ? Il s'occupe visiblement de la question brûlante des provinces orientales de l'Anatolie ; il forme des projets de réformes qui vont sommeiller, comme tant d'autres, dans les archives de la Porte. Depuis cinq ans, la question de ces réformes arméniennes est à l'ordre du jour du gouvernement constitutionnel, et jamais on n'a même envoyé une commission d'enquête dans ces provinces infortunées, afin d'étudier les maux dont elles souffrent et les remèdes à apporter. La mauvaise foi est évidente. Et il ne faut pas s'étonner que les Arméniens, las de faire des démarches infructueuses auprès de la Porte, convaincus de son absolue incapacité, fassent appel à l'Europe, à son contrôle et à son intervention.



Un document sensationnel vient d'être publié par les soins du patriarcat arménien de Constantinople. C'est le rapport d'*Agop Effendi Babikian* sur les massacres d'Adana (1909). Il jette une étrange lumière sur cette immense tragédie qui demeure sans précédent dans les annales de l'humanité, même dans celles du régime hamidien.

Qui est l'auteur de ce rapport ? C'est un député arménien ; mais un de ces Arméniens qui étaient acquis entièrement à l'idée ottomane ; très turcophile, il était même membre du Comité « Union et Progrès » ; celui-ci le nomma député d'Andrinople (en 1908). Lorsque, en 1909, la Chambre ottomane, sur l'énergique réclamation des députés arméniens, décida d'envoyer à Adana en compagnie d'un député turc,

un député arménien, afin de procéder à une enquête minutieuse et impartiale, les représentants turcs désignèrent, malgré la vive opposition des Arméniens, Babikian effendi, parce qu'ils le savaient incapable d'exagérer les faits. Cette particularité suffit, à elle seule, à donner à son rapport un caractère d'absolue sincérité et de complète impartialité.

Babikian effendi ne cache pas ses regrets de devoir révéler des choses épouvantables. Mais il a voulu procéder en honnête homme, écoutant uniquement la voix de sa conscience.

Le rapport en question n'a pu être soumis à la Chambre ottomane. A la veille même de sa divulgation, une mort mystérieuse vint mettre fin aux jours de l'infortuné Babikian. Le document a été trouvé parmi les papiers du défunt remis au patriarcat arménien.

Que lisons-nous dans cet important document ? Ce n'est pas le récit des atrocités sans nom qui nous afflige, en arrachant à nos lèvres des paroles de colère et de profonde indignation... Ce qui est monstrueux c'est que, d'après le témoignage irrécusable de l'impartial enquêteur, les *fonctionnaires locaux, membres de « l'Union et Progrès », ont eux-mêmes organisé et dirigé le massacre, qui fit 20.000 victimes, tuées, torturées, brûlées !*

Jusqu'ici on n'avait que des présomptions. Les révélations de Babikian effendi ne laissent plus l'ombre de doute sur la complicité de la Jeune Turquie dans l'affreux drame d'Adana. ⁽¹⁾ Il nous est pénible de faire cette douloureuse constatation. Nos dernières illusions sont détruites et les apôtres de la Nouvelle Turquie nous apparaissent dans leur hideuse et sauvage nudité !

(1) Le document en question sera publié prochainement dans le journal *Pour les Peuples d'Orient*.

« De tels faits éclairent d'un jour sinistre le problème arménien — dit M. Francis de Pressensé. ⁽¹⁾ Il est démontré que l'État ottoman, qu'il soit aux mains des agents d'Abdul Hamid ou entre celles des fauteurs de révolution, est hors d'état de garantir aux quelques millions d'Arméniens les droits primordiaux — la vie, la liberté, la propriété — que toute société a pour objet d'assurer... »

VAR.

(1) Dans le journal *Pour les Peuples d'Orient*, 25 avril 1913.

L'EXPULSION

EN ALSACE

Vers le 15 mars dernier, trois jeunes gens de nationalité suisse, habitant Mulhouse, furent invités, par l'administration militaire d'Alsace, à satisfaire à l'obligation du service militaire, soit en Suisse, soit en Allemagne, — sinon à quitter le territoire allemand dans un délai de quinze jours, et à ne plus y avoir à l'avenir leur domicile permanent. Ces jeunes gens appartiennent à des familles d'industriels mulhousiens ; leurs parents sont devenus nationaux suisses par voie de naturalisation, après 1870, comme bien d'autres familles du Haut-Rhin. Ils sont eux-mêmes engagés dans des entreprises industrielles, et au moment où ils reçurent la menace d'expulsion, l'un d'eux venait de se marier et de créer un foyer, manifestant ainsi son intention de rester établi dans le pays.

Cette expulsion s'appuyait sur le traité d'établissement conclu entre l'Allemagne et la Suisse, et autorisant le gouvernement allemand à expulser de son territoire ses anciens sujets naturalisés suisses, quand ceux-ci ont changé de nationalité pour échapper au service militaire allemand. Or, les personnes qui devaient être expulsées de Mulhouse ne sont pas des Suisses naturalisés, mais des Suisses nés, puisque, à leur naissance, leurs parents possédaient déjà cette nationalité, et on ne voit pas de quel droit l'Allemagne

s'occuperait des obligations militaires de citoyens suisses, qui n'ont jamais été sujets allemands. Ils pouvaient d'autant moins s'attendre à la mesure prise contre eux, qu'ils s'étaient toujours abstenus de toute espèce d'activité politique.

Le cas fut vivement discuté, en Alsace notamment, et aussi en Suisse et en Allemagne. Pendant que la presse alsacienne protestait en général contre une mesure de rigueur qui n'était justifiée par aucun délit, la presse germanisante cherchait à démontrer que le gouvernement d'Alsace-Lorraine n'avait fait qu'user de son droit. La *Strassburger Post* se faisait écrire de Berne que cette mesure n'avait rien de surprenant, puisqu'elle se basait sur le traité d'établissement, et que d'ailleurs on l'avait prise dans des circonstances analogues, en 1869, contre un certain nombre de jeunes Francfortois naturalisés Suisses pour échapper au service militaire en Prusse.

L'agence Wolf a publié, dans la *Gazette de Francfort*, d'assez longues explications justificatives qui ont le défaut de ne pas s'appliquer exactement au cas en question. La confusion y est maintenue entre les personnes naturalisées Suisses et les Suisses de naissance.

Il y a, dans cet article, le passage suivant : « Ces mesures sont motivées, avant tout, par la raison d'État, appliquée aussi en France, et exigeant impérieusement que les grandes entreprises industrielles ne tombent pas complètement en des mains étrangères ; puis aussi par les intérêts des communes, de l'État et de l'Empire, qui veulent que les Alsaciens restés au pays et ayant rempli leurs devoirs de citoyens, ne soient pas en désavantage vis-à-vis de ceux qui se sont soustraits à leurs devoirs de citoyens en adoptant la nationalité suisse. »

Cette dernière assertion repose sur un fond de vérité.

Il est certain que les Alsaciens appartenant à des familles naturalisées Suisses après la guerre, ont sur les autres Alsaciens un grand avantage, parce que les obligations militaires sont beaucoup plus lourdes en Allemagne qu'en Suisse. Du point de vue alsacien, on peut dire qu'il est regrettable que ces familles, au lieu d'être franchement alsaciennes, forment, dans leur propre pays, une sorte de colonie étrangère. Cette situation ambiguë les exclut de la vie publique où elles pourraient être utilement actives et influentes ; et comme elles ne sont que tolérées en Alsace par l'administration allemande, elles ont les mains liées et sont obligées, dans toutes leurs démarches, à une extrême circonspection : il faut qu'elles évitent tout ce qui, de près ou de loin, pourrait porter ombrage aux autorités.

Mais, de ce qu'en Alsace on puisse regretter ou même désapprouver la situation que se sont créée ces familles, il ne s'ensuit pas que le gouvernement ait à prendre des mesures d'expulsion contre leurs membres, et ce n'est certainement pas pour ce motif que les mesures ont été prises. La *raison d'État* a eu évidemment bien plus de poids. On fait valoir qu'elle « est appliquée aussi en France », et cela ne peut être qu'une allusion au refus du gouvernement français d'autoriser la création d'établissements de la maison Thyssen sur territoire français. On sait de bonne source, en Alsace, qu'au moment de ce refus, M. de Bethmann-Hollweg a exprimé sa satisfaction : « Nous en sommes enchantés, a-t-il dit, cela nous met à l'aise pour nous débarasser, nous aussi, des gens qui nous gênent. » Les menaces d'expulsion constituaient donc des représailles. Elles ont atteint des Suisses, mais ces Suisses sont des représentants de la grande industrie alsacienne, c'est en tant qu'Alsaciens qu'ils payent pour la France. Qu'ils *devaient* payer, du moins. Ils ont fait appel à l'intervention du Conseil fédéral

qui a adressé, par l'intermédiaire de la légation suisse à Berlin, des réclamations à l'office des affaires étrangères. Celui-ci a déclaré que le séjour permanent en Alsace-Lorraine ne peut être refusé qu'aux citoyens ayant eux-mêmes changé de nationalité, mais non à leurs fils et petits-fils qui n'ont jamais été ressortissants allemands.

L'affaire des expulsions de Mulhouse paraît donc liquidée.

En revanche, à Strasbourg, un décret d'expulsion a été lancé récemment contre le propriétaire d'une librairie très connue, Suisse de naissance, qui devra quitter le territoire d'Alsace-Lorraine avant le 1^{er} juin prochain. Cette fois, on indique, comme motif de l'expulsion, l'exposition, dans la devanture de la librairie : 1^o d'écrits et d'images à tendance antiallemande ; 2^o de littérature pornographique.

A supposer que le libraire ait réellement exposé des livres immoraux, la loi ne prévoit pas l'expulsion comme punition de ce délit. Il semble bien qu'on ait mentionné celui-ci dans le but de produire l'impression qu'il ne s'agit pas d'une mesure uniquement politique et d'empêcher l'opinion publique de prendre le parti du libraire expulsé. Mais le public ne prend pas le change si facilement, et on sait fort bien, à Strasbourg, que les librairies courent beaucoup moins de risques à exposer les livres les moins recommandables au point de vue des mœurs, qu'à vendre, par exemple, « l'Histoire d'Alsace » de Hansi, ou quelque autre volume dont la tendance déplait aux autorités.

En somme, toutes ces expulsions constituent une tentative de revenir aux procédés de la dictature.

L'EXPROPRIATION

Une nouvelle loi de colonisation en Pologne prussienne

Nous avons signalé, dans le cahier de février, le vote du Reichstag condamnant l'expropriation des Polonais, et nous avons résumé les débats qui ont précédé ce vote (1). Tout en félicitant le Reichstag de cette décision de principe, nous faisons observer qu'on ne pouvait malheureusement pas attacher une grande importance pratique à ce vote. Le Reichstag n'a pas de pouvoir direct dans les affaires de la Prusse. D'ailleurs, s'il s'est élevé contre cette forme particulièrement barbare de l'oppression qu'est l'expropriation, il ne paraît pas disposé encore à combattre, par une action efficace, toute la politique qui, systématiquement, s'attaque aux « cultures » non allemandes.

Les événements n'ont pas tardé à justifier les réserves que nous formulions. Le Landtag de Prusse vient de prouver qu'il n'entend pas renoncer à la politique anti-polonaise qu'il soutient depuis des années. Dans sa séance du 22 avril dernier, il a adopté en troisième lecture une nouvelle loi de colonisation applicable à la Pologne ou, pour employer le terme officiel, aux Marches de l'Est (Prusse occidentale et Posnanie). Cette loi met à la disposition du gouvernement

(1) Cahier n° 4, pp. 201-210.

un crédit de 156 millions pour poursuivre l'œuvre de colonisation et de germanisation en Pologne. Il s'agit d'acheter de nouvelles terres aux Polonais pour les remettre à des cultivateurs allemands.

Au cours des débats, M. de Schorlemer, ministre prussien de l'agriculture, a vivement attaqué le clergé polonais, auquel il reproche de soutenir le mouvement national polonais et de combattre l'activité des prêtres catholiques allemands en faveur des éléments allemands de la population.

Au nom des Polonais, M. Korfanty a critiqué la politique prussienne. Voici quelques passages de son discours (1) :

Une parole royale nous a garanti, à nous Polonais, que notre langue et nos coutumes seraient respectées. La couronne n'a pas tenu sa parole. Frédéric-Guillaume II nous a outragés et calomniés de la façon la plus violente. (Le président, comte de Schwerin, rappelle l'orateur à l'ordre). On nous a promis le respect de la propriété et le libre usage de la langue polonaise. Mais cela ne dura pas longtemps. De nombreux biens ecclésiastiques furent confisqués, la langue polonaise fut bannie des tribunaux. L'égalité de traitement et la liberté religieuse, que sont-elles devenues ? Nous ne boycottons personne, nous défendons seulement notre droit et nos propriétés. Naturellement, nous ne pouvons avoir aucune estime pour un Polonais qui vend le bien de ses pères à la Commission de Colonisation. Un homme qui fait cela est un vil traître, que nous ne vous envions pas comme concitoyen. Vous avez établi des écoles ; mais elles ne vous servent que d'instrument pour la germanisation. Tout ce que la Prusse a fait dans les Marches de l'Est ne contribue pas à sa gloire, mais à sa honte (Nouveau rappel à l'ordre). On pend les petits voleurs ; on élève des monuments aux grands voleurs.

M. Winkler, conservateur, proteste contre les paroles de M. Korfanty :

L'histoire nous apprend, dit-il, dans quel état se trouvaient les

(1) D'après le compte rendu de la *Gazette de Cologne*, n° du 24 avril 1913.

territoires que Frédéric-le-Grand a annexés à sa monarchie. L'histoire nous montre de quelle manière ils ont prospéré, grâce à la sollicitude des rois de Prusse. Le discours du député Korfanty établit quelle est la loyauté des Polonais envers l'État prussien. Nous nous rappelons comment les bienfaits dont la sollicitude royale a comblé la Posnanie ont été récompensés par l'ingratitude, par des révoltes et des insurrections. (Quand donc ? crie-t-on sur les bancs polonais). Nous sommes obligés non seulement de protéger la propriété allemande existante, mais encore d'établir par la colonisation de nouveaux paysans allemands.

Tous les articles de la loi sont votés, puis l'ensemble est adopté. La majorité est composée des conservateurs et des nationaux libéraux. Les Polonais, les Danois, les socialistes, la plupart des radicaux et des catholiques du centre ont voté contre.

Cette nouvelle loi de colonisation prouve que le gouvernement prussien, toujours sûr d'avoir une grosse majorité au Landtag, ne renonce en rien à sa politique anti-polonaise. D'ailleurs le ministre de l'agriculture a annoncé que le gouvernement présenterait dans la prochaine session un projet de loi relatif au morcellement des grandes propriétés (polonaises, bien entendu). Il a terminé son discours par ces mots :

Notre but n'est pas de chasser les Polonais, mais de maintenir l'élément allemand en Posnanie et dans la Prusse occidentale du nord, pour que ces provinces restent allemandes, gardent leur aspect allemand et conservent leur civilisation allemande.

Paroles creuses et passablement hypocrites, car enlever des terres aux Polonais, soit par le procédé brutal de l'expropriation, soit, comme dans le cas présent, en mettant à la disposition d'une commission dite de colonisation des sommes énormes, c'est finalement toujours chasser les Polo-

nais des territoires où ils sont établis pour les remplacer par des Allemands. Si d'ailleurs tel n'était pas le résultat cherché, l'opération n'aurait aucun sens. Par l'expropriation et par la colonisation on s'efforce d'arracher aux Polonais leur patrimoine et d'affaiblir leur résistance nationale. On ne réussira pas à faire croire à l'Europe civilisée que ce soit l'agneau qui menace le loup.

P. B.

L'Oppression Politique et Administrative

En Pologne Russe

Nos lecteurs n'ont sans doute pas perdu le souvenir du très intéressant article où M. W. Sieroszewski exposait les raisons qui déterminent un grand nombre de Polonais à considérer la Russie comme la plus redoutable ennemie de leur nation (1). Nous avons complété cette étude en publiant une correspondance adressée au *Temps* par son correspondant à Saint-Pétersbourg, qui semblait croire que, dans certains cercles russes, on commençait à se rendre compte que la politique d'oppression en Pologne était parfaitement insensée, même au point de vue purement terre à terre de l'intérêt politique russe.

Il ne semble malheureusement pas que l'esprit de sagesse l'emporte en Russie et que l'on puisse espérer de voir limiter bientôt les excès d'un nationalisme fanatique et aveugle. Nous croyons intéresser nos lecteurs en mettant sous leurs yeux les renseignements suivants que le *Temps* a publiés récemment à ce sujet (2). C'est une pièce de puzzle que nous versons au dossier de la question polonaise.

Le Conseil de l'Empire a examiné au cours de ses dernières séances le projet de loi plusieurs fois exhumé et enterré sur l'introduction de l'autonomie en Pologne. On verra

(1) Cahier n° 5, mars, pp. 240-253.

(2) *Temps* du 24 avril 1913. Dans son numéro du 6 mai, le *Temps* a publié une nouvelle lettre de son correspondant à Pétersbourg, M. Ch. Rivet, sur le même sujet.

plus loin que les solutions conciliatrices n'ont malheureusement pas prévalu, et l'influence du nationalisme le moins clairvoyant a empiré la question polonaise au détriment de la politique russe elle-même.

Au cours de la séance du 16 avril, les débats ont de beaucoup dépassé les limites du projet de loi pour s'étendre sur toute la politique russe en général vis-à-vis des populations frontières.

La caractéristique de ces débats, c'est que les membres de la droite au Conseil de l'Empire, tout comme d'ailleurs les fractions de droite de la Douma, n'ont pas voulu jusqu'ici élever le débat — quand il s'agit de questions polonaises — au-dessus des idées de parti pour voir dans les changements que voulait introduire feu Stolypine lui-même dans la législation appliquée à la Pologne autre chose qu'un mouvement libéral contre lequel, parce que libéral, ils liguent leurs efforts.

Les droites n'ont pas compris, même à la veille de la liquidation d'une longue crise internationale qui fut un peu, avant tout, un duel entre la Russie et l'Autriche, que les Polonais jouent un rôle dans les relations extérieures de l'Empire russe.

Est-ce vraiment du nationalisme, du patriotisme éclairé que de vouloir considérer toujours les Polonais comme des sujets de « deuxième catégorie », alors que ces sujets sont ceux à qui est destiné le rôle d'avant-garde de la Russie ?

Au sein même du Conseil de l'Empire des voix ont fait entendre ces considérations politiques.

Alors que M. Gourko s'éleva contre le projet d'introduire la langue polonaise dans la législation du royaume de Pologne, MM. Chebeko et le baron Rosen, ancien ambassadeur de Russie au Japon, amenèrent le débat sur sa véritable plate-forme et traitèrent la question polonaise plus comme

un problème de politique extérieure que comme une réforme de politique intérieure.

M. Chebeko assura qu'encore que « l'attentat contre le slavisme que fut le partage de la Pologne fût accompli il y a plus de cent ans, cela ne prouve pas que la Pologne soit aujourd'hui un cadavre sur lequel on peut accomplir des expériences sans redouter un jour de la voir renaître ». Il cita l'exemple des Slaves opprimés depuis plus de cinq siècles par le Turc et qui viennent de montrer au monde que ce joug ne les avait point anéantis.

Le baron Rosen posa la question sous l'angle où devraient la voir tous les vrais patriotes russes.

Après avoir fait un tableau de la situation de l'Europe, divisée en deux camps, l'ancien diplomate dit :

« Si l'heure tragique arrive, il est important que les diverses races de nos populations frontières soient avec nous en complète communion de sentiments, réunies sous le drapeau du grand peuple russe. »

A cette argumentation, M. Gourko répondit :

« La langue russe, comme langue d'État, est une de nos forteresses, nous ne pouvons pas y renoncer. »

La guerre balkanique, la libération des Jougo-Slaves, la force de l'Autriche tenant tête à la Russie en s'appuyant sur des Polonais ou des Ruthènes ennemis de la Russie sont là des analogies et des leçons qui passent inaperçues pour les nationalistes extrêmes.

Comme je vous l'ai dit plus haut, les amendements apportés par le Conseil de l'Empire, amendements soutenus par la majorité de droite de l'Assemblée, ont changé du tout au tout le projet adopté par la Douma.

L'emploi de la langue polonaise a été banni des assemblées municipales tant pour les débats durant les séances que pour toute la correspondance des municipalités. Il est à

noter que le projet gouvernemental de Stolypine autorisait l'emploi de la langue polonaise.

Pour un peu — il s'en est fallu de deux voix — le Conseil votait l'amendement du conservateur Dournovo retirant aux locataires de biens immeubles le droit de vote pour les assemblées municipales. Ce droit serait resté aux seuls propriétaires. Cet amendement fut repoussé, mais le Conseil de l'Empire l'a remplacé par un autre augmentant le cens électoral, le triplant même pour les petites villes.

Le projet retourne à la Douma absolument dénaturé. Les Polonais n'auront point la satisfaction qu'on leur promet comme compensation à la création d'un gouvernement russe en terre polonaise : le gouvernement de Kholm. Ils furent des sujets loyaux sur lesquels put s'appuyer un moment la politique du gouvernement. Veut-on en faire des réprouvés ?

Les nationalistes devraient ne point oublier qu'il y a pour le Polonais une terre promise à défaut de sa patrie. Pourquoi vouloir laisser cette terre promise en Autriche et ne point la créer en Russie ? Voilà ce qu'il est impossible de comprendre.

On constatera que ces informations concordent exactement avec celles que nous avons publiées. Ainsi s'explique et se justifie l'état d'esprit des Polonais. A ce sujet, un de nos adhérents, Polonais du Royaume (c'est-à-dire de Russie), nous adresse les lignes suivantes, qui constituent une excellente conclusion :

On me demande souvent si vraiment tous les Polonais préfèrent la domination autrichienne à la domination russe et allemande. Je ne puis répondre que par l'affirmative et si l'on veut savoir ce que doit faire la Russie pour changer les sympathies autrichiennes des Polonais, il est très facile de répondre à cette question.

La Russie n'a qu'à imiter l'Autriche. La Galicie est si

près de la Russie ! Il est si facile d'aller à Cracovie, d'étudier le régime autrichien appliqué aux Polonais et de l'imiter ! Et alors la Russie peut être sûre que les sympathies autrichiennes des Polonais s'évanouiront tout naturellement. J'ajouterai que peut-être même il y aurait plus encore : un des motifs de haine — et non des moindres — entre les deux grands États disparaîtrait aussi...

En Pologne allemande : Silésie

Les journaux nous apprennent que la Diète de la province de *Silésie* allemande vient de voter un million de marcs pour « fortifier le germanisme » dans ce pays.

Cette nouvelle paraît extraordinaire, étant donné que l'élément germanique est très fort en Silésie et on ne voit pas bien comment on le pourrait fortifier encore. En effet, la Silésie du Nord, avec Breslau comme capitale, est un pays allemand dans toutes les classes de la société.

Ce n'est que dans le Sud, aux environs des villes Kattowice (Kattowitz), Bytom (Beuthen) et Opole (Oppeln), qu'on trouve des Polonais qui sont en majorité ouvriers des hauts fourneaux et des mines, en minorité des paysans. Tous les grands propriétaires fonciers, les industriels, les bourgeois sont allemands.

Néanmoins la renaissance du sentiment national chez le peuple polonais de Silésie est la preuve d'une résistance nationale extraordinaire. La Silésie a été détachée de la Pologne indépendante au *xiv^e* siècle. Jamais les rois de Pologne, — préoccupés surtout de l'extension à l'Est — n'ont rien fait pour reconquérir cette province. La noblesse s'est germanisée tout à fait, mais elle est restée catholique. Le clergé catholique est devenu très allemand aussi et c'est un

véritable miracle que dans ces conditions là le peuple silésien ait conservé sa nationalité.

La renaissance nationale du peuple silésien ne date que de la fin du ^{xix}e siècle. Un patriote éminent, Karol Miarka, édite le premier journal et les premiers livres polonais pour le peuple silésien. Aujourd'hui il y a un million et demi de Polonais en Silésie méridionale ; ils ont des journaux, des bibliothèques, des associations, ils élisent des députés polonais.

Tout ce mouvement s'est constitué malgré les persécutions du gouvernement prussien et malgré l'hostilité du clergé catholique, guidé par un chauvin prussien de marque, Monseigneur Kopp, archevêque de Breslau, ami intime de l'Empereur.

Le million voté par la diète provinciale de Silésie constitue sans doute le commencement des nouvelles répressions politiques et économiques contre les ouvriers et paysans polonais de ce pays.

G. KURNATOWSKI.

En Pologne allemande : *Posnanie*

Les expédients prussiens pour extirper les Polonais en Posnanie sont invraisemblables. Voici un nouveau fait :

Les petits propriétaires ont des prêts hypothécaires à long terme, remboursables à échéances, contractés dans des Caisses d'Épargne. Or, la Caisse d'Épargne de *Czarnkowo* vient de retirer subitement ces prêts à soixante petits cultivateurs polonais, pour les ruiner de cette façon.

A quand la fin du martyre de ce malheureux pays ?

G. K.

BIBLIOGRAPHIE

Les Aspirations autonomistes en Europe. (Leçons faites à l'École des Hautes Études Sociales). Paris, Alcan, 1913, 6 francs. (Biblioth. générale des Sciences sociales, XLVI).

L'École des Hautes Études Sociales avait organisé l'an dernier un cycle de conférences consacrées à l'étude des aspirations autonomistes en Europe. Ces conférences viennent d'être réunies en un volume qu'ouvre une remarquable introduction de M. Seignobos.

Dans cette préface, M. Seignobos constate que si le xix^e siècle a été le siècle des nationalités, il ne faut cependant pas perdre de vue que le succès des efforts nationaux a été plutôt une exception. Le mouvement n'a pleinement réussi (parfois d'ailleurs en lésant le droit d'autres nationalités) que là où il a été aidé par un État militaire qui l'a exploité pour se fortifier : ainsi en Italie, en Allemagne, en Hongrie. « Le mouvement n'a réussi, écrit M. Seignobos, que par la force des armées : française en Belgique, française et piémontaise en Italie, prussienne en Allemagne, russe dans les Balkans. Ce caractère de force armée se marque davantage par le fait qu'en deux endroits la force militaire de l'Allemagne a fait reculer le régime national en arrière de la situation du xix^e siècle ; elle a arraché à la nation danoise le Slesvig danois, à la nation française l'Alsace et une partie de la Lorraine, créant ainsi deux régions nouvelles de mécontentements et d'aspirations à l'autonomie et posant les questions nouvelles d'Alsace-Lorraine et du Slesvig. »

De plus, le mouvement s'est arrêté depuis 1870, exception faite pour la Norvège et les Balkans. Les petites nations, mises en présence d'organismes énormes et puissamment armés, n'ont plus guère l'espoir de conquérir leur indépendance par un coup de force. Voilà pourquoi le mouvement national tend à prendre au xx^e siècle la forme d'aspirations autonomistes. La condition commune de tous les peuples opprimés est d'être gouvernés par des étrangers. Ces peuples s'efforcent d'utiliser tous les moyens légaux pour défendre leur culture et obtenir leur autonomie.

Cette résistance cause de grandes souffrances, obscures et continues. Les chefs de ces mouvements ont besoin de se sentir encouragés, d'obtenir le soutien moral que procurent la sympathie et l'estime du monde. Il faut qu'ils aient un public. Ce public ne peut se trouver que dans un État libre et démocratique, que dans un État européen et un grand État qui fournisse aux nations opprimées un centre de publicité commode et parfaitement indépendant. M. Seignobos pense qu'aucun pays n'est autant que la France apte à tenir ce rôle. Nous ne le contredirons assurément pas, nous qui nous sommes réunis dans la Ligue pour la Défense du Droit des Peuples pour accomplir l'œuvre qu'il préconise.

Les neuf conférences que contient le volume sont les suivantes : les revendications autonomistes en Alsace-Lorraine, par M. Henri Lichtenberger ; la nation polonaise au ^{xx}e siècle, par M. H. Vimard ; la Finlande, défense d'une constitution protectrice d'une nationalité, par M. René Henry ; le mouvement catalan, par M. Angel Marvaud ; l'autonomie albanaise, par M. F. Delaisi ; la nationalité serbo-croate, par M. Albert Malet ; l'autonomie irlandaise, par M. Y.-M. Goblet ; la question macédonienne, par M. J. Aulneau ; l'autonomie des îles grecques, par M. Ad. Reinach.

Ces conférences n'épuisent pas complètement le sujet. Comme le constate M. Seignobos, il y a des lacunes. Les plus importantes sont relatives aux Roumains de Hongrie, aux Tchèques, aux Slovènes, aux Slesvigois.

Toutes les questions traitées ne sauraient évidemment être placées sur le même plan. Il n'y a pas de comparaison possible, par exemple, entre le problème albanais, qui est surtout, jusqu'à présent, sinon la création, du moins l'occasion d'intrigues diplomatiques assez basses, et les questions d'Alsace-Lorraine, de Finlande ou de Pologne. De même, le cas de l'Irlande, où il y a injustice politique (d'ailleurs, on peut l'espérer, en voie de réparation) mais où il n'y a pas écrasement systématique d'une culture, est d'un ordre particulier. Mais le lecteur fera, de lui-même, les distinctions nécessaires. Il n'y avait aucune raison pour éliminer certains mouvements, et les organisateurs nous semblent avoir bien fait d'élargir autant que possible leur enquête.

Je ne puis pas songer, bien entendu, à analyser ni même à apprécier chacune des études que comprend ce volume. Je me bornerai à constater que, dans l'ensemble, elles me paraissent soigneusement documentées et que leurs conclusions, à quelques réserves près, se

rapprochent tout à fait des nôtres. Peut-être pourrait-on s'étonner que la question des îles grecques occupe à elle toute seule un tiers du volume. Il y a là une disproportion évidente. Mais on ne saurait la regretter beaucoup, puisqu'elle nous a valu une étude du plus haut intérêt.

En résumé, nous ne pouvons que recommander à nos adhérents ce volume qui étudie, dans un esprit si voisin du nôtre, des questions qui nous intéressent si directement. P. B.

MARC SANGNIER. — **La Pologne opprimée. Un peuple qui ne veut pas mourir.** (Discours prononcé le 20 janvier 1913, suivi de la discussion. Compte-rendu sténographique). Librairie de la *Démocratie*, Paris, 91 p.

Cette brochure n'apprendra pas grand chose à nos lecteurs. Un discours de meeting, fort éloquent du reste, n'a pas la prétention d'être une étude complète du problème polonais. Mais il s'inspire des sentiments les plus généreux, et cela suffit pour que nous ayons à cœur de le signaler. Il est déplorable que, pour des raisons en général politiques, on ne parle pas plus souvent en France de la question de Pologne. On pourrait en conclure — bien à tort, espérons-le — que nous avons renoncé à soutenir les causes justes, quand elles ne nous touchent pas directement et surtout quand nos hommes d'Etat s'imaginent faussement que l'intérêt que la France pourrait leur témoigner serait de nature à nous nuire. Il est heureux que ce silence un peu complice soit parfois rompu. Félicitons donc M. Marc Sangnier d'avoir porté, avec autant de chaleur et de cœur, la question de Pologne devant un auditoire populaire. Son discours, qui n'occupe guère que la moitié de la brochure, est suivi d'une discussion qui n'est pas dépourvue d'intérêt. P. B.



Nevers — Imp. Nouvelle l'Avenir (association ouvrière),
4, rue du Pont-Cizeau, et 1, rue du Rivage.

L'École des Hautes Études Sociales a organisé, au cours du mois d'avril, une série de conférences sur la Finlande. Tour à tour, MM. J.-J. Caspar, Poirot, W. Söderhjelm et Lucien Maury nous ont parlé de la crise politique actuelle, du pays, de la culture générale, de Runeberg, poète national de la Finlande. La Ligue du Droit des Peuples a profité de la présence à Paris de M. Söderhjelm pour réunir autour de lui, en un dîner fraternel, quelques-uns des amis de la Finlande. Nous n'avons pas assez de place pour énumérer ici les noms de tous ceux qui répondirent à notre appel. Mais nous comptons bien donner prochainement quelques détails sur cette petite manifestation, qui n'est pas destinée à rester isolée.

Toutes les communications relatives à la Ligue (action générale de la Ligue, administration de la Ligue et des Cahiers, adhésions, etc.) doivent être adressées à M. Jules RAIS, 28, rue de la Tour. Paris (XVI^e).

Toutes les communications relatives à la Trésorerie (notamment les cotisations et souscriptions) doivent être adressées à M. J. POLAKO, 125, rue du Ranelagh, Paris (XVI^e).

Toutes les communications relatives à la Rédaction des Cahiers doivent être adressées à M. Pierre BERNUS, 125, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (VI^e).

A toute demande de changement d'adresse, prière de joindre une récente étiquette d'envoi et cinquante centimes en timbres-poste (timbres français ou coupons-réponse internationaux).

SOMMAIRE

	Pages
A propos d'un programme pangermanique, par Edmond BERNUS.....	277
La guerre à la langue française dans les écoles d'Alsace-Lorraine, par E. HATTNER.....	293
Sur les événements actuels, par Pierre BERNUS..	320
La population musulmane des États balkaniques, par H. de ZIEGLER.....	328
Engagements et Constitutions violés :	
Finlande : A Viborg, par J.-J. CASPAR.....	336
En Arménie, par VAR.....	351
L'expulsion : En Alsace.....	356
L'expropriation : En Pologne prussienne : une nouvelle loi de colonisation, par P. B.	360
L'oppression politique et administrative :	
En Pologne russe	364
En Pologne allemande, par A. J. K.	368
Bibliographie : a) les aspirations autonomistes en Europe ; b) la Pologne opprimée.....	370

Le Rédacteur en chef-gérant : Pierre BERNUS.



Imprimerie Nouvelle l'Avenir (association ouvrière de typographes
syndiqués), 4, rue du Pont-Cizeau, et 1, rue du Rivage, Nevers.

LIGUE INTERNATIONALE
POUR LA DÉFENSE DU
DROIT DES PEUPLES

CAHIERS MENSUELS

Première Année

1912-1913

TABLE DES MATIÈRES

Nos 1 et 2

Novembre et Décembre 1912

	Pages
<i>Appel</i>	1
<i>Projet de Statuts</i>	7
<i>Explications</i> , par Edmond BERNUS	11
<i>La guerre d'Orient et le droit des peuples</i> , par Pierre BERNUS	18
<i>L'état présent de la question de Finlande</i> , par Jean DECK ..	27
<i>Les Tchèques</i> , par H. HANTICH	33
<i>Comment se pose la question de Perse</i> , par P. BERNUS ..	42
<i>L'oppression économique. En Alsace : l'affaire de Graf-fenstaden</i> , par E. HATTNER	48
<i>Engagements et constitutions violés :</i>	
a) <i>En Finlande</i> , par J.-J. CASPAR	55
b) <i>A Samos</i> , par Pierre BERNUS	58
c) <i>En Arménie</i>	62
<i>L'expropriation : En Pologne</i> , par Pierre BERNUS	66
<i>Atteintes à l'indépendance d'un État : En Perse</i>	74
<i>Bibliographie</i>	79

N° 3

Janvier 1913

<i>Assemblée générale constitutive de la Ligue internationale pour la défense du Droit des Peuples</i>	85
<i>Les événements d'Orient</i> , par Pierre BERNUS	95
<i>Un nouveau démembrement de la Pologne. La question de Chelm</i> , par KONRADA RADWAN	102

	Pages
<i>Les ruines de la paix. Une page de l'histoire de l'industrie alsacienne, par E. HATTNER.....</i>	111
<i>Engagements et constitutions violés :</i>	
a) <i>En Finlande : le programme présent du Gouvernement russe en Finlande, par Jean DECK.....</i>	121
b) <i>En Arménie : Ce que demandent les Arméniens, par M. VARANDIAN.....</i>	127
<i>L'expulsion. En Slesvig : la question des " Sans-Patrie " ..</i>	132
<i>Atteintes à l'indépendance d'un État : En Perse</i>	141
<i>L'oppression économique. En Pologne : le rachat du chemin de fer Varsovie-Vienne, par G. KURNATOWSKI.</i>	145
<i>Bibliographie.....</i>	147

N° 4

Février 1913

<i>Les origines de la Ligue (discours prononcé par M. Paul DESJARDINS à l'Assemblée générale constitutive)</i>	149
<i>La question des îles de la mer Égée. L'île de Chio, par Hubert PERNOT.....</i>	169
<i>A propos d'Andrinople et des îles, par Pierre BERNUS ..</i>	179
<i>La situation politique en Chine et la question de Mongolie, par E. ROTTACH.....</i>	185
<i>La guerre aux morts. L'affaire du Souvenir alsacien-lorrain, par E. HATTNER.....</i>	191
<i>Engagements et constitutions violés. En Finlande. L'application de ladite loi « d'égalité ». Les poursuites contre les magistrats finlandais (suite), par J.-J. CASPAR.....</i>	196
<i>L'expropriation. Le Reichstag condamne l'expropriation des Polonais, par Pierre BERNUS.....</i>	201
<i>L'expulsion. Les " Sans-Patrie " du Slesvig, par Paul VERRIER.....</i>	210

N° 5

Mars 1913

	Pages
<i>La guerre et la paix</i> , par Pierre BERNUS.....	213
<i>La situation en Finlande</i>	219
<i>La question des langues et la justice en Bohême</i> , par H. HANTICH	227
<i>Notes alsaciennes : A propos d'une conférence " Ce que l'Alsace doit à la Gaule ", par E. HATTNER.....</i>	234
<i>L'attitude des Polonais à l'égard de la Russie et de l'Au- triche</i> , par W. SIEROSZEWSKI.....	240
<i>Engagements et constitutions violés : l'Arménie.....</i>	254
<i>L'oppression scolaire : en Pologne russe</i> , par G. KURNA- TOWSKI.....	257
<i>L'oppression administrative : le fonctionnarisme russe en Pologne</i> , par le même	261
<i>Atteintes à l'indépendance d'un État : en Perse</i> , par M. ACHREF-ZADEH	264
<i>Bibliographie.....</i>	270

Nos 6 et 7

Avril et Mai 1913

<i>A propos d'un programme pangermanique</i> , par Edmond BERNUS	277
<i>La guerre à la langue française dans les écoles d'Alsace- Lorraine</i> , par E. HATTNER.....	293
<i>Sur les événements actuels</i> , par Pierre BERNUS	320
<i>La population musulmane des États balkaniques</i> , par H. de ZIEGLER.....	328

	Pages
<i>Engagements et constitutions violés :</i>	
<i>Finlande : A Viborg, par J.-J. CASPAR</i>	336
<i>En Arménie, par M. VARANDIAN.....</i>	351
<i>L'expulsion : en Alsace, par E. HATTNER.....</i>	356
<i>L'expropriation. En Pologne prussienne : une nouvelle loi de colonisation, par Pierre BERNUS.....</i>	360
<i>L'oppression politique et administrative :</i>	
<i>En Pologne russe</i>	364
<i>En Pologne allemande, par G. KURNATOWSKI</i>	368
<i>Bibliographie.....</i>	370

N° 8

Juin 1913

<i>Discours de M. Ernest DENIS, président de la Ligue du Droit des Peuples.....</i>	373
<i>Une adresse de la Diète de Finlande sur le conflit constitutionnel.....</i>	380
<i>La question albanaise, I, par Pierre BERNUS.....</i>	385
<i>Un peuple hors la loi. Les Juifs en Russie, par S. AUERBACH.....</i>	397
<i>En Alsace. Menace de lois d'exception, par E. HATTNER.</i>	408
<i>Le conflit serbo-bulgare</i>	422
<i>Bibliographie.....</i>	433
<i>Le rendez-vous international de Pontigny</i>	435

N° 9

Juillet 1913

<i>1813-1913.....</i>	437
<i>Bulgares et Serbes, par E. DENIS</i>	438
<i>La question albanaise (fin), par Pierre BERNUS.....</i>	458

	Pages
<i>En Finlande : la Diète fait un essai de conciliation, par</i> Jean-Jacques CASPAR	479
<i>A propos d'une lettre de démission, par Pierre BERNUS.</i>	484
<i>La Ligue pour l'entente internationale en Allemagne, par</i> A. B.....	494
<i>En Arménie :</i>	
a) <i>La situation actuelle en Cilicie, par E. ALTIAR ...</i>	502
b) <i>La question arménienne et les Kurdes, par M. VA-</i> RANDIAN	506
<i>La question polonaise à la conférence de Londres, par</i> Pierre BERNUS	515
<i>Bibliographie.....</i>	519

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

(Le chiffre romain indique le n° du cahier, le chiffre arabe renvoie à la première page de l'article)

Albanie.

La question albanaise, par Pierre BERNUS, VIII, 385 ; IX, 458.

Allemagne.

A propos d'un programme pangermanique, par Edmond BERNUS, VI-VII, 277.

La Ligue pour l'entente internationale en Allemagne, par A. B., IX, 494.

Note bibliogr. : William MARTIN, *la Crise politique de l'Allemagne contemporaine* [par P. B.], IX, 522.

Alsace-Lorraine.

L'affaire de Graffenstaden, par E. HATTNER, I-II, 48.

Les ruines de la Paix. Une page de l'histoire de l'industrie alsacienne [Bischwiller avant et après la guerre], par E. HATTNER, III, 111.

La guerre aux morts. L'affaire du Souvenir alsacien-lorrain, par E. HATTNER, IV, 191.

A propos d'une conférence de M. C. Jullian : « Ce que l'Alsace doit à la Gaule », par E. HATTNER, V, 234.

La guerre à la langue française dans les écoles d'Alsace-Lorraine, par E. HATTNER, VI-VII, 293.

Expulsions de citoyens suisses en Alsace, par E. HATTNER, VI-VII, 356.

Menace de lois d'exception, par E. HATTNER, VIII, 408.

Note bibliogr. : J. NOVICOW, *l'Alsace-Lorraine, obstacle à l'expansion allemande* [par P. B.], V, 272.

Andrinople.

A propos d'Andrinople et des îles, par Pierre BERNUS, IV, 179 [Cf. IX, 488].

Armements et incidents franco-allemands.

Article: *les événements actuels*, par Pierre BERNUS, deuxième partie, VI-VII, 324.

Arménie.

La violation de l'article 61 du traité de Berlin ; menaces de massacres (automne 1912), I-II, 62.

Ce que demandent les Arméniens, par M. VARANDIAN, III, 127.

Les revendications arméniennes d'après le mémoire du Comité hentschakiste, V, 254.

L'invasion des « mohadjirs » en Arménie et l'incurie du gouvernement ottoman ; le rapport sur les massacres d'Adana, par M. VARANDIAN, VI-VII, 351.

La situation actuelle en Cilicie, par E. ALTIAR, IX, 502.

La question arménienne et les Kurdes, par M. VARANDIAN, IX, 506.

Autonomie.

Note bibliogr. : *les aspirations autonomistes en Europe*, conférences précédées d'une introduction par Ch. SEIGNOBOS [par P. B.], VI-VII, 370.

Balkaniques (Etats).

La population musulmane des États balkaniques, par H. de ZIEGLER, VI-VII, 328.

Balkanique (Guerre).

La guerre d'Orient et le droit des peuples, par Pierre BERNUS, I-II, 18.

Les événements d'Orient (janvier 1913), par Pierre BERNUS, III, 95.

A propos d'Andrinople et des îles, par Pierre BERNUS, IV, 179.

La guerre et la paix (mars 1913), par Pierre BERNUS, V, 213.

Sur les événements actuels, par Pierre BERNUS, VI-VII, 320.

Le conflit serbo-bulgare, VIII, 422.

Bulgares et Serbes [le conflit de juillet 1913], par Ernest DENIS, IX, 438.

Bohême.

Les Tchèques, par H. HANTICH, I-II, 33.

La question des langues et la justice en Bohême, par H. HANTICH, V, 227.

Bulgarie.

Conflit avec la Serbie. Voir Guerre balkanique.

Chine.

La situation politique en Chine et la question de Mongolie, par Edmond ROTTACH, IV, 185.

Chio.

Voir Îles de la mer Égée.

Cilicie.

La situation actuelle en Cilicie, par E. ALTIAR, IX, 502.

Finlande.

L'état présent de la question de Finlande (fin 1912), par Jean DECK, I-II, 27.

L'application de la loi dite « d'égalité ». *L'affaire des magistrats de Viborg*, par J.-J. CASPAR, I-II, 55.

Même sujet, par le même (suite), IV, 196.

Le programme présent du gouvernement russe en Finlande (janvier 1913), par Jean DECK, III, 121.

La situation en Finlande (mars 1913), V, 219.

A Viborg [impressions de voyage et suite de l'affaire des magistrats], par J.-J. CASPAR, VI-VII, 336.

Appel de la Cour de Viborg à la Chambre de justice de Saint-Pétersbourg [texte], VI-VII, 344.

La Diète fait un essai de conciliation. Le gouvernement russe poursuit sa politique intransigeante de russification, par J.-J. CASPAR, IX, 479.

Notes bibliogr. : Pierre CHASLES, *l'Empire russe et la conscience nationale finlandaise* [par P. B.], I-II, 82. — W. SÖDERHJELM, *la lutte pour la civilisation en Finlande* [par J.-J. C.], III, 147. — W. SÖDERHJELM, *Finlande et Finlandais* [par J.-J. C.], V, 270.

Iles grecques de la mer Égée.

La question des îles de la mer Égée. L'île de Chio, par Hubert PERNOT, IV, 169 [Cf. IV, 179].

Note bibliogr. : Michel KEBEDGY, *les îles de la mer Égée occupées par les Italiens* [par P. B.], VIII, 433.

Juifs.

Un peuple hors la loi. Les Juifs en Russie, par S. AUERBACH, VIII, 397.

Leipzig (Centenaire de).

1813-1913, par Ernest DENIS, IX, 437.

Ligue allemande pour l'entente internationale.

Voir *Pacifisme allemand*.

Ligue pour la défense du droit des Peuples.

Appel, I-II, 1.

Statuts, I-II, 7 [Cf. *Modifications aux Statuts*, III, 92].

Explications, par Edmond BERNUS, I-II, 11.

Assemblée générale constitutive (15 décembre 1912), III, 85 [Cf. IV, 149].

Les origines de la Ligue. Discours prononcé par M. Paul DESJARDINS à l'Assemblée générale constitutive, IV, 149.
A propos d'une lettre de démission, par Pierre BERNUS, IX, 484.

L'attitude de la Ligue à l'égard du pacifisme, par P. B., IX, 494.

Macédoine.

La situation des populations chrétiennes : la guerre d'Orient et le droit des peuples, par Pierre BERNUS, I-II, 18, *passim*.

Les conditions du partage de la Macédoine entre les alliés, article : *Sur les événements actuels,* par Pierre BERNUS, VI-VII, 320-324.

Le partage de la Macédoine : la thèse serbe, VIII, 423 ; *la thèse bulgare,* VIII, 430.

Les prétentions serbes et bulgares en Macédoine : Bulgares et Serbes, par Ernest DENIS, IX, 438.

Note bibliogr. : A.-A. D'APIRE, *les Balkans disputés par les alliés* [par P. B.], IX, 523.

Mongolie.

Voir *Chine*.

Musulmans.

La population musulmane des États balkaniques, par H. de ZIEGLER, VI-VII, 328.

Pacifisme allemand.

La ligue pour l'entente internationale en Allemagne, par A. B., IX, 494.

Pangermanisme.

Voir *Allemagne*.

Perse.

Comment se pose la question de Perse, par Pierre BERNUS, I-II, 42.

Les massacres russes à Tauris, en janvier 1912 ; le rôle de Samad-Khan-Schoudja'a-Deolch, I-II, 74.

Les atteintes à l'indépendance de la Perse et la politique anglo-russe [résumé détaillé d'un article du professeur BROWNE, par P. B.], III, 141.

Les violences russes dans l'Azerbeïdjan, par M. ACHREF-ZADEH, V, 264.

La Russie combat la civilisation occidentale, par le même, V, 267.

Note bibliogr. : *The Reign of Terror at Tabriz. England's Responsibility* [par P. B.], V, 276.

Pologne.

L'attitude des Polonais à l'égard de la Russie et de l'Autriche, par WACŁAW SIEROSZEWSKI, V, 240.

La question polonaise à la conférence de Londres, par Pierre BERNUS, IX, 515.

Note bibliogr. : Marc SANGNIER, *la Pologne opprimée. Un peuple qui ne veut pas mourir* [par P. B.], VI-VII, 372. — Eugène STARZCEWSKI, *l'Europe et la Pologne* [par E. B.], IX, 519.

Pologne prussienne.

La première application de la loi d'expropriation, par Pierre BERNUS, I-II, 66.

Le Reichstag condamne l'expropriation des Polonais, par Pierre BERNUS, IV, 201.

Une nouvelle loi de colonisation en Pologne prussienne, par Pierre BERNUS, VI-VII, 360.

Les efforts de la Germanisation en Pologne (Silésie et Posnanie), par G. KURNATOWSKI, VI-VII, 368.

Pologne russe.

Un nouveau démembrement de la Pologne. La question de Chelm, par KONRADA RADWAN, III, 102 [Cf. IV, 168].

L'oppression économique en Pologne russe : le rachat du chemin de fer Varsovie-Vienne, par G. KURNATOWSKI, III, 145.

L'oppression scolaire en Pologne russe, par le même, V, 257.

L'oppression administrative et le fonctionnarisme russe en Pologne, par le même, V, 261.

Débats au Conseil de l'Empire sur la politique russe en Pologne [texte emprunté au Temps], VI-VII, 364.

Pontigny (Abbaye de).

Décade du droit des peuples à l'Abbaye de Pontigny (août 1913), VIII, 435.

Russie.

Un peuple hors la loi. Les Juifs en Russie, par S. AUERBACH, VIII, 397.

Note bibliogr. : Paul BOYER, *la Russie et les nationalités* [par P. B.], I-II, 83.

Samos.

Le statut de Samos et sa violation (septembre 1912), par Pierre BERNUS, I-II, 58.

Serbie.

Conflit avec la Bulgarie. Voir Balkanique (Guerre).

Slesvig.

La résistance du Slesvig à la germanisation, par Jacques DE COUSSANGE [analyse détaillée de cet article, paru dans la Revue de Paris, par P. B.], I-II, 79.

La question des « Sans-Patrie », III, 132.

Les « Sans-Patrie » du Slesvig, par Paul VERRIER, IV, 210.

Tchèques.

Voir Bohême.

Turquie.

Voir Balkanique (Guerre).

Note bibliogr. : Victor BÉRARD, *la mort de Stamboul* [par P. B.], IX, 522.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS

A. B. (Strasbourg).

La ligue pour l'entente internationale en Allemagne, IX, 494.

ACHREF-ZADEH (M.).

Les violences russes dans l'Azerbeïdjan, V, 264.

La Russie combat la civilisation occidentale en Perse, V, 267.

ALTIAR (E.).

La situation actuelle en Cilicie, IX, 502.

AUERBACH (S.).

Un peuple hors la loi. Les Juifs en Russie, VIII, 397.

BERNUS (Edmond).

Explications, I-II, 11.

A propos d'un programme pangermanique, VI-VII, 277.

Note bibliogr. : IX, 519.

BERNUS (Pierre).

La guerre d'Orient et le droit des peuples, I-II, 18.

Comment se pose la question de Perse, I-II, 42.

A Samos, I-II, 58.

La première application de la loi d'expropriation en Pologne prussienne, I-II, 66.

Les événements d'Orient (janvier 1913), III, 95.

A propos d'Andrinople et des îles, IV, 179.

Le Reichstag condamne l'expropriation des Polonais, IV, 201.

La guerre et la paix, V, 213.

Sur les événements actuels, VI-VII, 320.

Une nouvelle loi de colonisation en Pologne prussienne, VI-VII, 360.

La question albanaise, VIII, 385 ; IX, 458.

A propos d'une lettre de démission, IX, 484.

La question polonaise à la conférence de Londres, IX, 515.

Notes bibliogr. : I-II, 82, 83 ; V, 272, 276 ; VI-VII, 370, 372 ; VIII, 433 ; IX, 522, 523.

CASPAR (J.-J.).

L'application de la loi dite « d'égalité ». L'affaire des magistrats de Viborg, I-II, 55.

L'application de la loi dite « d'égalité ». Les poursuites contre les magistrats finlandais, IV, 196.

A Viborg, VI-VII, 336.

En Finlande. La Diète fait un essai de conciliation. Le gouvernement poursuit sa politique intransigeante de russification, IX, 479.

Notes bibliogr. : III, 147 ; V, 270.

DECK (Jean).

L'état présent de la question de Finlande, I-II, 27.

Le programme présent du gouvernement russe en Finlande, III, 121.

DENIS (Ernest).

Discours prononcé à l'Assemblée générale constitutive (15 décembre 1912), III, 85.

Discours prononcé au dîner organisé par la Ligue en l'honneur de MM. Söderhjelm et Törngren (avril 1913), VIII, 373.
1813-1913, IX, 437.

Bulgares et Serbes, IX, 438.

DESJARDINS (Paul).

Les origines de la Ligue. Discours prononcé à l'Assemblée générale constitutive, IV, 149.

HANTICH (H.).

Les Tchèques, I-II, 33.

La question des langues et la justice en Bohême, V, 227.

HATTNER (E.).

L'affaire de Graffenstaden, I-II, 48.

Les ruines de la paix. Une page de l'histoire de l'industrie alsacienne [Bischwiller], III, 111.

La guerre aux morts. L'affaire du Souvenir alsacien-lorrain, IV, 191.

A propos d'une conférence de M. G. Jullian : « Ce que l'Alsace doit à la Gaule », V, 234.

La guerre à la langue française dans les écoles d'Alsace-Lorraine, VI-VII, 293.

Les expulsions en Alsace, VI-VII, 356.

En Alsace. Menaces de lois d'exception, VIII, 408.

KURNATOWSKI (G.).

L'oppression économique en Pologne : le rachat du chemin de fer Varsovie-Vienne, III, 145.

L'oppression scolaire en Pologne russe, V, 257.

L'oppression administrative et le fonctionnarisme russe en Pologne, V, 261.

Les efforts de la germanisation en Pologne prussienne (Silésie et Posnanie), VI-VII, 368.

PERNOT (Hubert).

La question des îles de la mer Égée. L'île de Chio, IV, 169.

RADWAN (Konrada).

Un nouveau démembrement de la Pologne. La question de Chelm, III, 102.

ROTTACH (Edmond).

La situation politique en Chine et la question de Mongolie,
IV, 185.

SIEROSZEWSKI (Waclaw).

L'attitude des Polonais à l'égard de la Russie et de l'Autriche, V, 240.

VARANDIAN (M.).

Ce que demandent les Arméniens, III, 127.

L'invasion des « mohadjirs » en Arménie et l'incurie du gouvernement ottoman. Le rapport sur les massacres d'Adana, VI-VII, 351.

La question arménienne et les Kurdes, IX, 506.

VERRIER (Paul).

Les « sans-patrie » du Slesvig, IV, 210.

ZIEGLER (A. de).

La population musulmane des Etats balkaniques, VI-VII, 328.

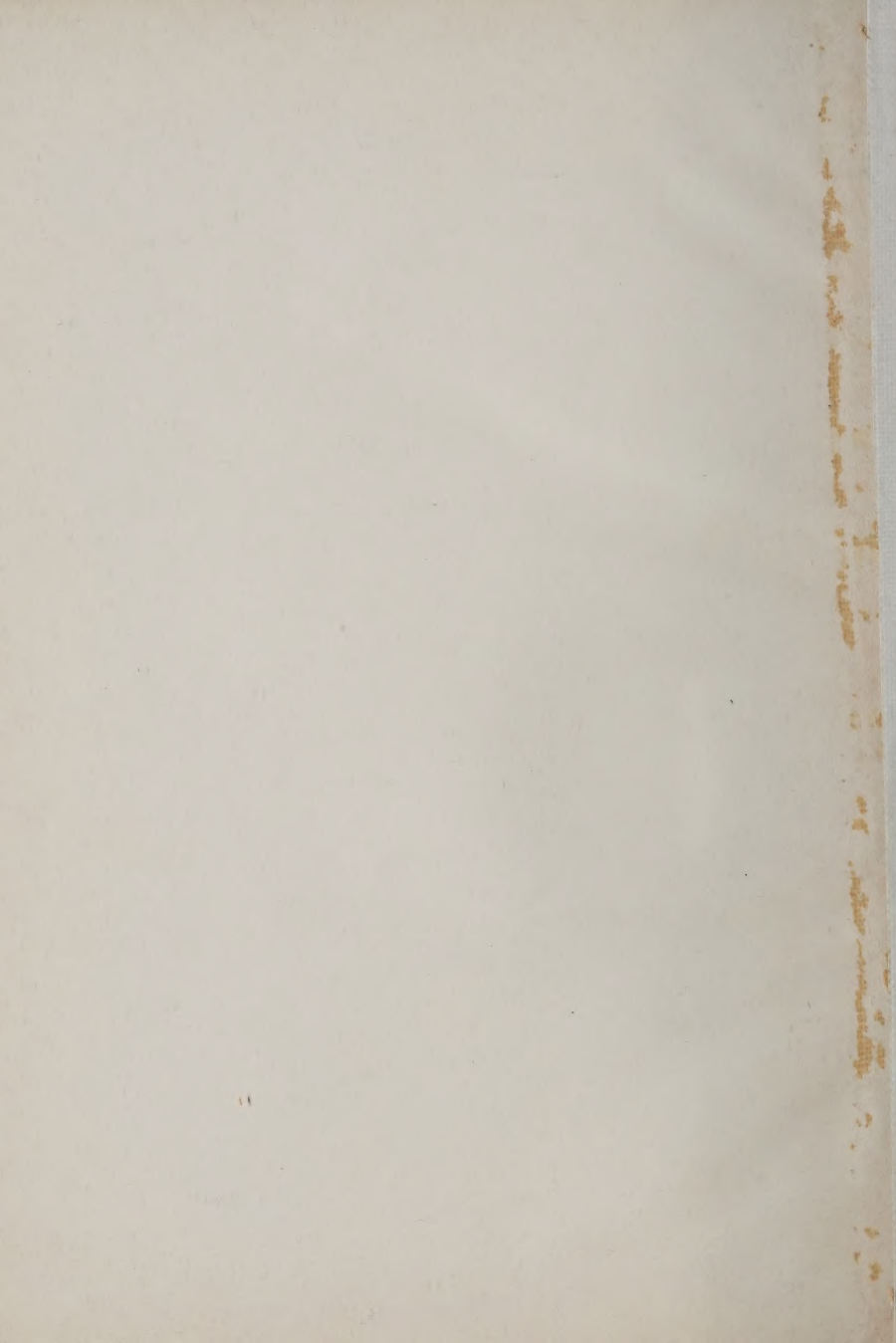
IMPRIMERIE NOUVELLE L'AVENIR

==== Association Ouvrière =====

4, Rue du Pont-Cizeau et Rue du Rivage, 1

===== NEVERS =====





UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA

320.5 LI C001 v.1:6-7+INDEX A

Cahiers mensuels /



3 0112 087692478